



CAI Centre d'Action
Interculturelle
de la province de Namur ASBL

Rapport d'activités 2021

Perspectives 2022





Table des matières

Introduction	> 5
1 ^{re} ligne	> 7
Accompagnement des personnes étrangères ou d'origine étrangère	> 7
2 ^{ème} ligne	> 23
Coordination d'activités d'accueil et d'intégration	> 24
Formations	> 32
Actions de sensibilisation	> 39
Veille et travail thématique spécifique	> 43
Accompagnement des opérateurs de terrain	> 47
Interpellation	> 50
Intercentres	> 55
Gestion et supports	> 57
Conseil de direction	> 57
Communication	> 59
Conseiller en prévention	> 64
Instances	> 65
Annexes	> 69

Introduction

Cultivez...



2021, une année que beaucoup voudraient oublier, effacer de la carte.

La crise sanitaire n'a pas fait avancer la démocratie, c'est le moins que l'on puisse dire.

Les mesures parfois incohérentes de notre gouvernement ont révolté plusieurs secteurs dont le nôtre.

Ces mesures, ajoutées à celles de notre secrétaire d'état à l'Asile et à la Migration pour ce qui nous concerne - tant par rapport aux sans-papiers qu'aux migrants en transit qu'aux demandeurs d'asile, ne nous rassurent pas sur les années à venir.

Plusieurs manifestations que nous avons soutenues ont souligné cette inégalité des droits voire que des droits existants sont de plus en plus bafoués.

Mais où part notre démocratie ? Comme en France avec des Eric Zemmour qui se mettent au-devant de la scène ? Là où l'extrême droite gagne du terrain, tous les extrêmes en gagnent. Notre société se polarise.

Notre secteur vit pleinement cette polarisation de l'intérieur dans les divergences d'approche conceptuelles entre les militants de cette lutte. Comme si l'ennemi était entre nous, comme s'il ne fallait pas justement s'allier encore plus et encore mieux face aux perspectives actuelles.

La principale inquiétude du CAI réside, dans ce débat qui se polarise, dans les positions les plus radicales, les plus provocatrices (des deux côtés), sans prendre en considération l'intérêt réel et la plus-value de certains concepts ou réflexions.

*L'enjeu est de mettre du « ET » et pas du « Ou ».
Il y lieu de combiner les approches individuelles/structurelles,
juridiques/non juridiques, singulières/universelles, etc. ».*

Un plan interfédéral de lutte contre le racisme devrait voir le jour, mais comme pour beaucoup de matières politiques en Belgique, tout est laborieux. Ce plan, cela fait des années que le secteur le revendique, un vrai plan avec de vrais résultats pour lutter contre cette discrimination systémique.

Pour le CAI, l'essentiel est de pouvoir se donner une base commune d'approche pour mener des actions en réseau. Ce sont des actions qui sont prioritaires.



L'intégration et l'interculturalité impliquent une réciprocité permanente, une construction commune dans laquelle chacun a ses propres responsabilités. Il s'agit de processus doubles (« moi et l'autre »), voire multiples (« nous et les autres »). Il s'agit de phénomènes universels constants nécessaires au vivre ensemble.

Loin d'une approche culturaliste, l'approche interculturelle reconnaît chaque individu dans sa singularité (sujet face à la société d'accueil et sujet face à sa communauté de départ). En ce sens, l'interculturalité se rapproche du concept d'éducation permanente, la démarche étant de renforcer l'individu pour lui permettre de se définir comme sujet citoyen critique actif et responsable.

Pour le CAI, pour parvenir à créer un vivre ensemble juste et égalitaire, respectueux de toutes et tous, il faut également développer des actions de lutte contre le racisme et les discriminations raciales.

C'est ce que l'équipe s'attache particulièrement à faire depuis cette année et qui va être renforcé en 2022 notamment par la coordination de la plateforme provinciale de lutte contre le racisme mais aussi par des projets pilotes forts menés en synergie avec les pouvoirs publics et les associations de terrain, d'immigrés notamment.

En effet si l'on veut obtenir des avancées dans l'accès aux droits fondamentaux des personnes étrangères ou d'origine étrangère victimes de racisme et de discrimination, on a tout intérêt à créer des alliances avec d'autres mouvements pour augmenter la portée/l'impact de ces actions.

C'est la priorité que se donne notre ASBL via ses coordinations locales mais aussi ses plateformes et l'appui aux projets de partenaires.

Mais pour que chacun puisse mieux se situer, surtout dans cette société en évolution rapide, nous miserons encore tant sur la formation de l'équipe que des professionnels du secteur ou encore des associations ou collectifs de citoyens.

Par l'accompagnement interculturel des opérateurs, mais aussi des personnes étrangères, nous tenterons de réduire ces fossés qui se creusent dans cette société ou les confinements n'ont pas aidé à la rencontre.

Notre attention sera particulièrement portée vers les publics les plus vulnérables, premières victimes des systèmes mondiaux, comme les sans-papiers, les migrants en transit ou encore les MENA.

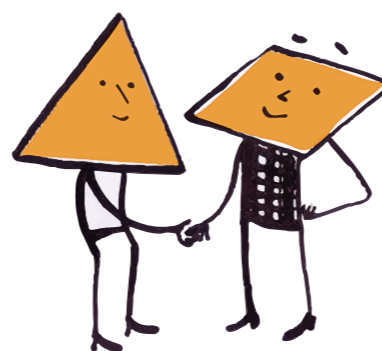
Courage à nous tous qui œuvrons jour après jour dans un contexte et un secteur qui est de plus en plus difficile, où les enjeux se multiplient et les concurrences augmentent.

Bravo à l'équipe du CAI qui a pris sur elle, qui est aussi restée interreliée même en télétravail le plus complet et ce pour malgré tout être au plus près de nos publics, d'abord les personnes elles-mêmes mais aussi les professionnels et partenaires de notre secteur, pour leur apporter ce qui est de notre ressort tant par nos compétences acquises que les outils que nous avons fait évoluer pour remplir pleinement nos missions malgré cette situation de crise.

Gageons que 2022 nous éclaire dans nos engagements.

1^{ère} ligne

Accompagnement des personnes étrangères ou d'origine étrangère



Introduction

Face à la pandémie qui perdure encore en 2021, le télétravail de l'équipe de première ligne continue en alternance avec le présentiel. L'équipe étant à présent mieux équipée, mieux formée et plus expérimentée, cette prolongation de l'organisation particulière du travail de la première ligne se fait plus aisément, dans la foulée de 2020. Soulignons aussi que nous n'avons pas connu un lockdown complet comme en 2020.

Les entretiens ont donc continué aussi bien en présentiel, chaque fois que nécessaire, qu'en distanciel aux rythmes des différents CODECO. Chaque travailleur a trouvé le bon rythme pour poursuivre le plus efficacement possible son travail. Une difficulté relevée par l'équipe en 2021 est de parvenir à concilier les directives du CODECO avec les possibilités matérielles et physiques du CAI et de ses partenaires, et enfin avec les besoins du public. Certains sont plus souples, d'autres plus rigides et le public se perd parfois entre les différentes mesures ou règles de fonctionnement.

Au niveau des partenariats avec les acteurs locaux, chaque membre de l'équipe s'est appliqué à ajuster au mieux ses prestations et horaires avec les demandes du terrain et les possibilités logistiques locales. Ici encore, c'est un travail d'équilibriste dont il était question entre les demandes des personnes, les possibilités d'accueil du partenaire (local à disposition, fermeture à toute personne externe suite à un CODECO,...) et l'agenda de l'accompagnateur qui s'adapte au mieux.

Le suivi des personnes avec les interprètes à distance reste toujours complexe. Connexions defectueuses, absences, distanciation difficile à respecter entre les deux personnes en présentiel, port de masque qui nuit à la compréhension de certains propos,...

La véritable solidarité politique, c'est apprendre à lutter contre les oppressions qu'on ne subit pas soi-même.

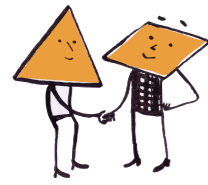
bell hooks

EN

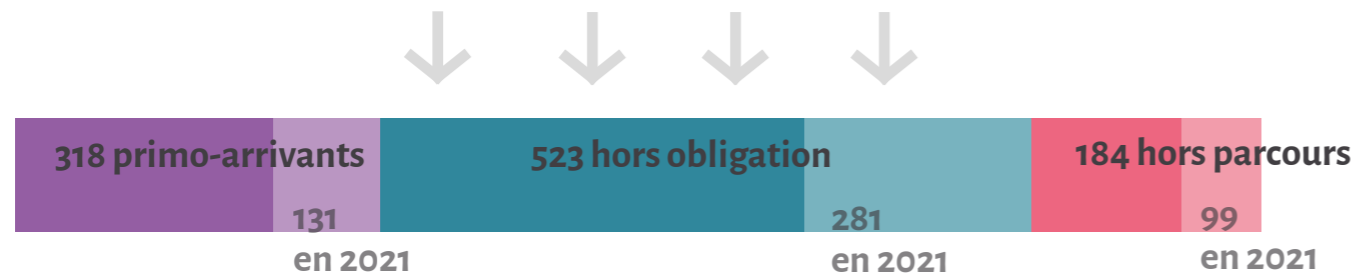
2022

SOYONS CRÉATIFS,
SOLIDAIRES ET IMPLIQUÉS

Chiffres généraux



Au total, 1025 personnes
ont été accompagnées,
dont **511 dossiers ouverts en 2021**



Dossiers traités dans le cadre du Fonds social européen (FSE)
(ayant eu au moins un entretien ISP)

239



Nombre de personnes ayant eu au moins un rendez-vous valorisable auprès de la Région Wallonne

697



Les personnes « hors obligation » désignent les personnes qui ne sont pas soumises à l'obligation de suivre le parcours au regard de la Région Wallonne. On y compte donc les demandes de nationalité, notamment. Les « hors parcours » désignent ceux qui ne suivent pas le parcours, ou ceux qui l'ont terminé et qui poursuivent un accompagnement social ou ISP.

Origines du public

Hors UE : **985**
UE : **32**
Belges : **5**
Apatrides : **3**

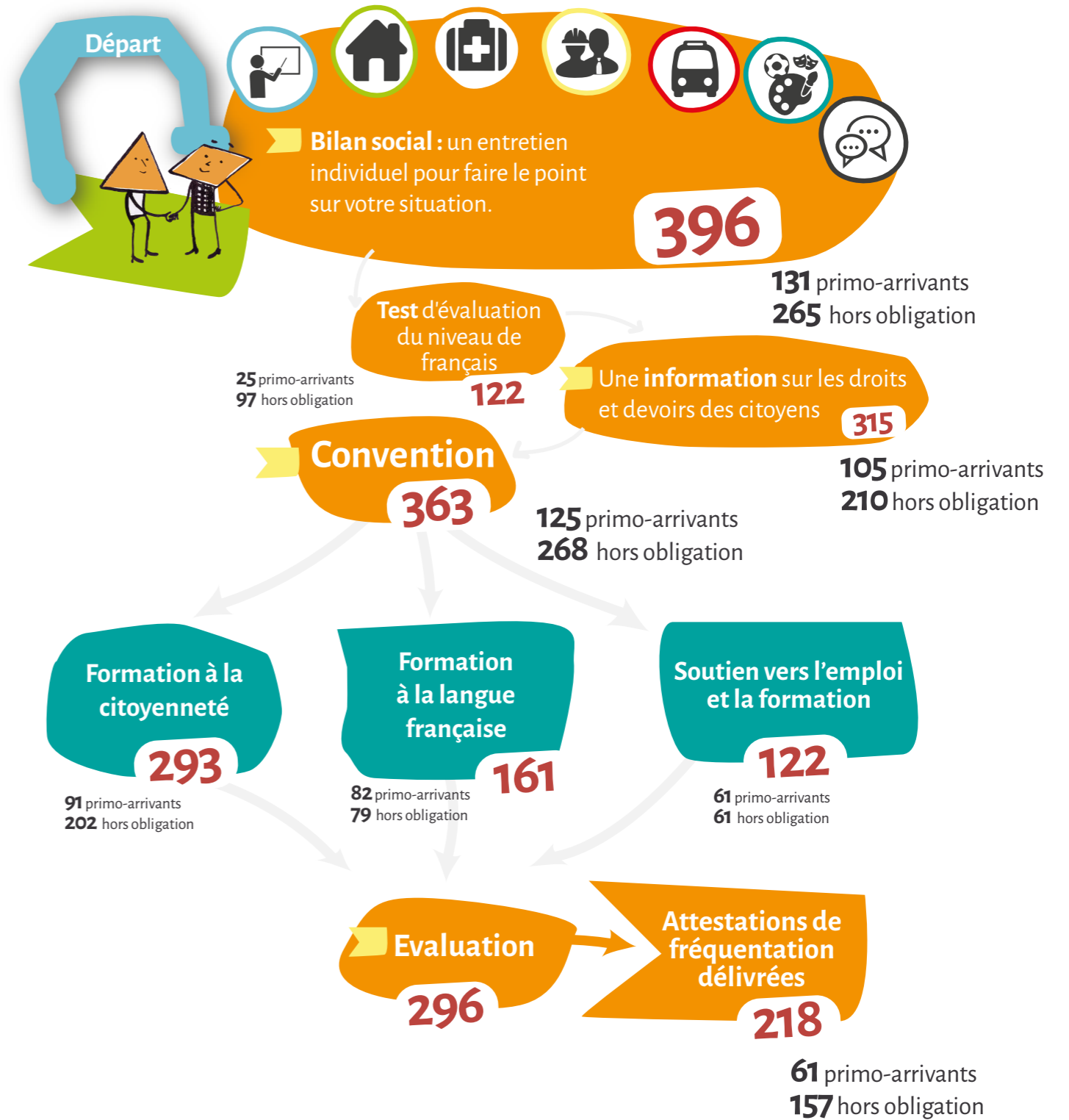
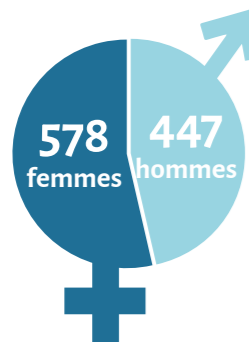
85 pays d'origine différents sont représentés.

Top 5 des pays d'origine

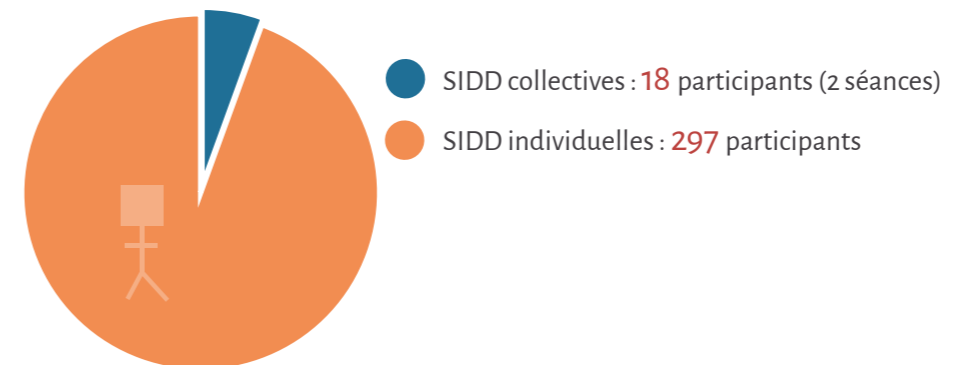
SYRIE : **81**
MAROC : **73**
PALESTINE : **56**
IRAK : **52**

Juste après : CAMEROUN et GUINEE : **49**

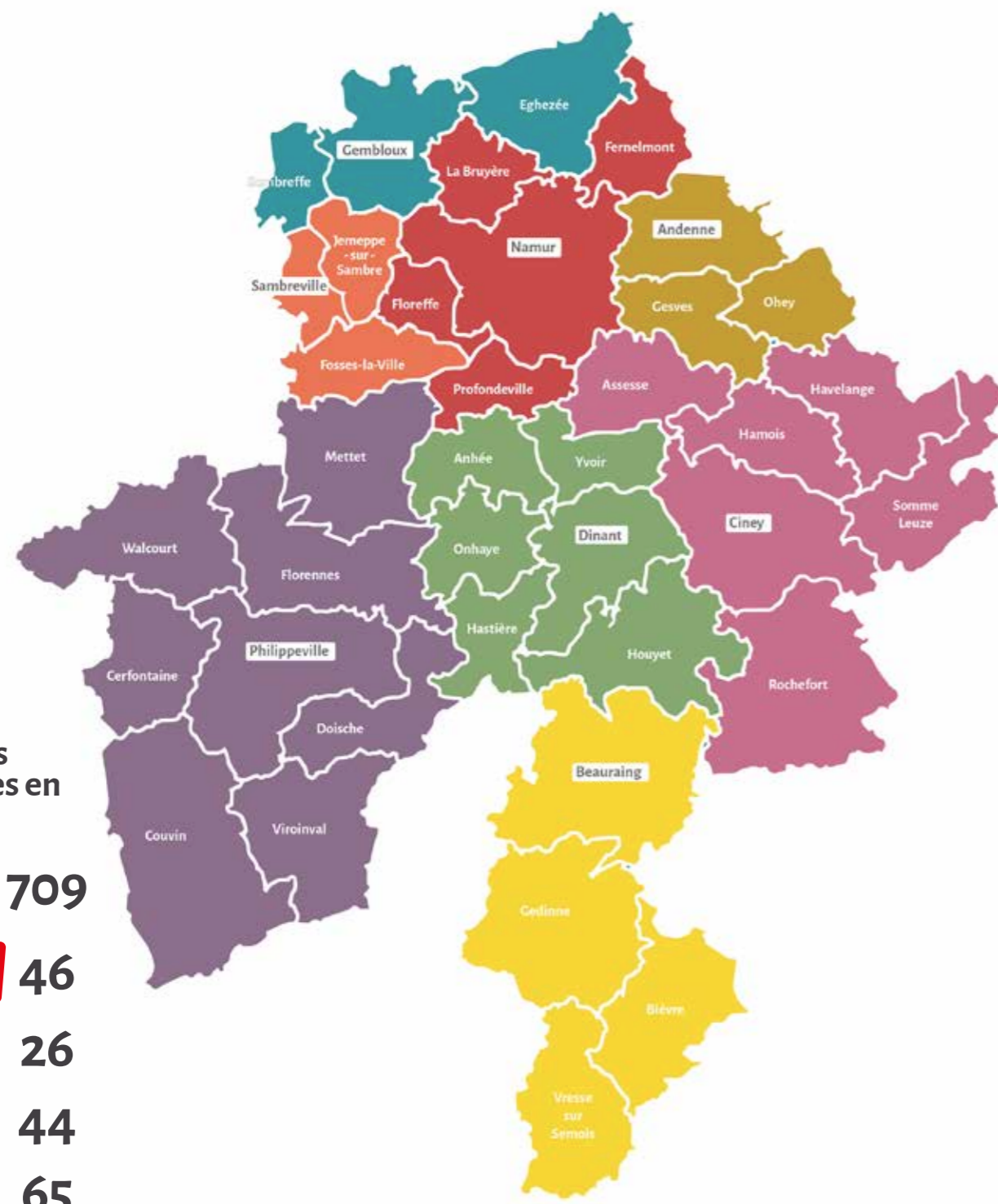
Genre



Séances d'information « Droits et devoirs » en chiffres



Les bureaux d'accueil décentralisés



Personnes accompagnées en 2021 :

Namur	709
Andenne	46
Beauraing	26
Ciney	44
Dinant	65
Gembloux	45
Philippeville	50
Sambreville	40

Ciney

Personnes relayées par l'administration communale :

- de Ciney : 5
- d'Assesse : 4
- de Hamois : 3
- de Rochefort : 9

Personnes relayées par les opérateurs de la région :

14 (ILA de Rochefort, MIRENA, Croix-Rouge d'Yvoir, CPAS d'Assesse, SIEP)

Accompagnement individuel :

Les permanences s'organisent les 1^{er} et 3^{ème} jeudis du mois. Certains rendez-vous sont aussi organisés par visio-conférence. Pour le bureau de Ciney, nous avons reçu en 2021 approximativement autant de personnes obligées de suivre le parcours que des personnes non obligées. Comme en 2020 la crise sanitaire a perturbé la régularité des accompagnements. Outre les conditions strictes notamment en termes d'occupation des locaux, beaucoup de personnes ont attendu longtemps avant de pouvoir s'inscrire aux cours de français et aux modules ISP.

Formation

En raison de la crise sanitaire, aucune formation à la citoyenneté n'a pu être organisée en 2021. La pandémie et les problèmes logistiques qui y sont liés expliquent cet état de fait. Des personnes ont du coup été obligées de se retourner vers les modules organisés à Namur ou vers les solutions de formation à distance. Une autre option consistait à attendre pour suivre la formation citoyenneté en présentiel, dès que possible, en 2022.

Concernant les cours de français, malgré parfois de longs délais d'attente avant l'inscription, une continuité a pu être assurée et ce notamment grâce à l'organisation par les opérateurs de modules en petits groupes.



Personnes accompagnées en 2021 :

44

Primo-arrivants : 16
 Hors obligation : 21
 Hors parcours : 7

Dinant

Personnes relayées par l'administration communale :

- de Dinant : 13
- de Hastière : 6
- d'Yvoir : 3
- de Rochefort : 1
- de Beauraing : 1
- de Houyet : 2

Personnes relayées par les opérateurs de la région :

18 (SAD, Croix-Rouge, Forem, PCS de Dinant et le Tremplin)

20 personnes sont venues par bouche-à-oreille et 2 via les supports de communication.

Accompagnement individuel

Les permanences continuent d'être organisées les 2^{ème} et 4^{ème} jeudis du mois. Certains rendez-vous s'organisent aussi par visio-conférence depuis le début de la pandémie. Les locaux du Bureau d'accueil sont restés ouverts et accessibles durant toute l'année avec les restrictions d'usage, ce qui nous a permis de continuer de recevoir le public chaque fois que cela était nécessaire ou utile. La proportion entre personnes obligées et non obligées est de 1/4 / 3/4. Ceci s'explique notamment par la présence du centre Croix-Rouge d'Yvoir qui nous transmet chaque année des personnes en demande de protection internationale, même si nous constatons que souvent les personnes partent vers d'autres régions après réception de leur statut définitif.

Formation

L'organisation de petits groupes et de fragmentation des heures de cours par les opérateurs ont permis d'assurer la continuité des cours de français. D'autres partenaires locaux ont néanmoins dû interrompre momentanément leur formation, en raison de règles sanitaires spécifiques à certains locaux partagés.

Une seule formation à la citoyenneté a été organisée en fin d'année. La pandémie et les soucis logistiques n'ont pas permis d'en organiser davantage.

Personnes accompagnées
en 2021 :

65

Primo-arrivants : 15
Hors obligation : 41
Hors parcours : 9



Sambreville

Personnes relayées par l'administration communale :

- de Sambreville : 11
- de Fosses-la-ville : 3
- de Jemeppe-sur-Sambre : 3

Personnes relayées par les opérateurs de la région :

6 (MIRENA, l'En train). Les 15 autres personnes ont été orientées par bouche-à-oreille.

Accompagnement individuel

Les permanences ont lieu en présentiel les lundis après-midi ou en visio-conférence, selon les agendas de chacun. Les collaborations avec les opérateurs ainsi que le suivi des personnes ont pu se poursuivre à distance et/ou en présentiel, toujours en essayant d'adapter au mieux les pratiques avec l'actualité sanitaire et les obligations ou urgences de chacun. Concernant le public de Fosses-la-ville, soulignons que les personnes de cette région préfèrent venir jusqu'au bureau de Namur en raison d'une mobilité plus aisée. La tendance générale sur ce territoire est plutôt à une augmentation du public, ce qui n'était pas le cas les années précédentes.

Formations

En ce qui concerne les formations à la citoyenneté, deux modules ont été organisés sur ce territoire et ont permis de répondre globalement à la demande. Concernant les cours de FLE, ils ont repris dès que possible en présentiel dans le respect des normes sanitaires.

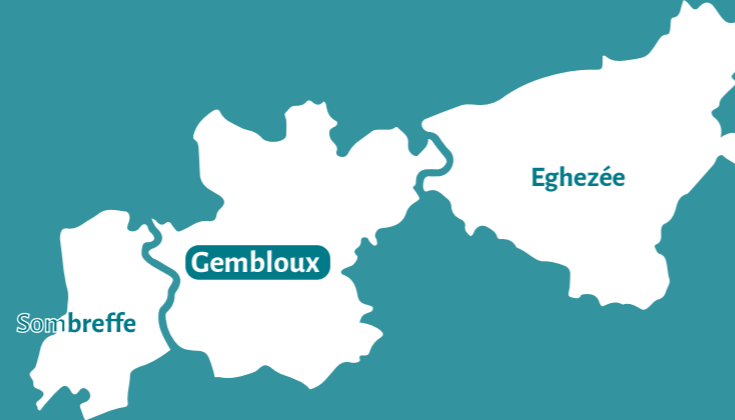
Personnes accompagnées
en 2021 :

40

Primo-arrivants : 14
Hors obligation : 18
Hors parcours : 8



Gembloux



Personnes relayées par l'administration communale :

- de Gembloux : 21
- de Sombreffe : 5

Personnes relayées par les opérateurs de la région :

12 personnes (Cellule migrants du Forem, SEM, CPAS et Groupe alpha Gembloux).

5 autres sont venues par bouche-à-oreille.

Accompagnement individuel

Les permanences au sein de l'administration communale de Gembloux se déroulent toujours le 2^{ème} vendredi et le 4^{ème} jeudi du mois. Elles sont, dans l'ensemble, relativement bien utilisées et complètes. Ni la crise sanitaire, ni les changements au sein du service population de la commune de Gembloux n'ont eu d'impact sur le nombre de personnes accompagnées.

Nous notons toujours une large majorité d'accompagnements pour des parcours volontaires, particulièrement dans le cadre de la demande de nationalité belge.

Actuellement, et ce depuis le printemps, le nombre de personnes accompagnées dans ce bureau d'accueil tend à diminuer.

Formations

Deux formations à la citoyenneté ont été organisées en cours d'année, et un module supplémentaire a été organisé en décembre. Il n'est pas toujours aisé de rassembler des participants mais aucun module n'a dû être annulé. Les cours de FLE ont pu se poursuivre dès que possible, dans le respect des règles sanitaires. La collaboration se passe bien et les séances d'informations du parcours d'intégration lors de chaque module de citoyenneté se pérennisent et répondent à un réel besoin.

Personnes accompagnées
en 2021 :

45

Primo-arrivants : 6
Hors obligation : 28
Hors parcours : 11

Andenne



Personnes relayées par l'administration communale :

- d'Andenne : 23
- de Namur : 1

Personnes relayées par les opérateurs de la région :

13 personnes (CPAS, Forem, PCS, Centre Croix-Rouge, Envol).

7 autres sont venus par bouche-à-oreille.

Accompagnement individuel

Les permanences au sein de l'administration communale d'Andenne se déroulent toujours les 2^{ème} et 4^{ème} vendredis du mois en après-midi.

En général, les permanences sont bien occupées et majoritairement pour des personnes volontaires dans le cadre d'une demande de nationalité.

Vu les départs et arrivées de nouveaux travailleurs dans les équipes concernées, une réunion de collaboration a eu lieu dès le mois de janvier pour baliser au mieux les collaborations entre partenaires. L'alternance entre rendez-vous en visioconférence et en présentiel, au regard des conditions des uns et des autres, s'est bien passée. Et depuis le mois de juin, le présentiel a pu reprendre majoritairement. De bonnes collaborations ont pu se dérouler autour des cours de FLE proposés aux personnes. Soulignons aussi que depuis le mois de juin, nous avons adhéré à la plateforme VIF « violence intrafamiliale » qui a été relancée sur le territoire andennais.

Formations

Comme prévu, deux modules ont pu être organisés sur le bureau d'accueil d'Andenne, en avril et en décembre, et ce, malgré les restrictions liées à la crise sanitaire. Pour répondre à une demande, l'un de ceux-ci a été organisé en virtuel. Les cours de FLE ont repris lorsque la crise sanitaire a permis de les organiser à nouveau, dans le respect des règles sanitaires.

Personnes accompagnées
en 2021 :

46

Primo-arrivants : 14
Hors obligation : 27
Hors parcours : 5

Beauraing

Personnes relayées par l'administration communale :

- de Beauraing : 12
- de Bièvre : 1
- d'Andenne : 1
- de Florennes : 1

Personnes relayées par les opérateurs de la région :

5 (CPAS, Fedasil)

4 autres sont venues grâce aux supports de communication

Accompagnement individuel

Les permanences dans ce bureau ont continué de s'organiser les 3^{ème} jeudis de chaque mois.

Le bureau d'accueil de Beauraing s'est adapté aux ajustements liés au contexte sanitaire. Toutefois, en 2021, les permanences ont pu s'organiser chaque fois que nécessaire.

Les accompagnements se poursuivent normalement avec quelques personnes dans l'obligation de suivre le parcours et d'autres qui le suivent sur base volontaire, notamment dans le cadre de leur demande de nationalité.

Formations

Depuis le début de l'année, aucune formation à la citoyenneté n'a pu être organisée à Beauraing en raison de la pandémie. Une situation compliquée qu'il a fallu suivre au cas par cas avec les personnes concernées.

La problématique de l'offre de cours de français reste elle aussi d'actualité. Toutefois, une collaboration entre le centre Fedasil de Pondrôme et l'Institut d'Enseignement de Promotion Sociale de la Communauté Française de Dinant a permis de proposer un cours de français langue étrangère dans le centre, avec la particularité que celui-ci est ouvert aux personnes extérieures au centre.

Personnes accompagnées
en 2021 :

26

Primo-arrivants : 10

Hors obligation : 16

Hors parcours : 0

Philippeville

Personnes relayées par l'administration communale :

- de Philippeville : 6
- de Cerfontaine : 4
- de Couvin : 1
- de Doische : 2
- de Florennes : 4
- de La Bruyère : 2
- de Viroinval : 1
- de Walcourt : 8
- de Mettet : 1

Personnes relayées par les opérateurs de la région :

14 (Fedasil, CPAS, Forem).

7 autres sont venues par bouche-à-oreille ou via les supports de communication.

Accompagnement individuel

La permanence a lieu à Philippeville une fois par mois. C'est un vaste territoire qui recouvre plusieurs communes (Cerfontaine, Couvin, Mettet, Viroinval, Walcourt, Doische).

La plupart des personnes qui fréquentent le bureau d'accueil sont arabophones et soumises à l'obligation du parcours d'intégration.

Tout comme les autres Bureaux d'accueil, celui de Philippeville a également dû s'adapter aux exigences liées à la crise sanitaire. Après une période d'adaptation, les permanences ont maintenant repris et les demandes sont nombreuses, tant pour des parcours volontaires que pour des parcours obligés, ainsi que pour des dossiers liés à des démarches en ISP, des équivalences de diplômes ou des démarches d'insertion sociale.

La collaboration entre partenaires et avec les opérateurs locaux se renforce afin de travailler en synergie et pour proposer un suivi de qualité aux personnes qui se présentent dans les différentes structures du territoire de Philippeville.

Personnes accompagnées
en 2021 :

50

Primo-arrivants : 17

Hors obligation : 30

Hors parcours : 3

Namur

Malgré une réouverture progressive en 2021, avec encore des adaptations liées au contexte sanitaire, l'accompagnement des personnes par l'équipe des accompagnateurs en charge du bureau d'accueil de Namur a continué. L'accueil et l'accompagnement se sont principalement organisés via des rendez-vous et ce pour rester dans le respect des consignes de sécurité qui ont été appliquées selon les recommandations en vigueur. Comme les chiffres le montrent, les demandes d'accompagnement en 2021 ont été nombreuses et l'équipe a donc dû s'organiser au mieux pour pouvoir accueillir tout le monde.

La bonne collaboration avec les opérateurs et les communes du bureau d'accueil s'est poursuivie. De nombreux contacts ont eu lieu pour s'ajuster entre partenaires sur les mesures mises en œuvre au regard de la crise sanitaire.

Les modules de formation en langue française ont encore connu des perturbations sur toute l'année liées au contexte sanitaire, avec par exemple des groupes réduits et des sessions dispensées en distanciel. Mais l'offre de formation a néanmoins pu se maintenir et se poursuivre tout au long de l'année.

Concernant les formations à la citoyenneté, la demande des personnes pour ces modules étaient importantes puisque l'offre en 2020 avait été bousculée. En 2021 ces formations ont effectivement été maintenues et même renforcées par 4 modules en distanciel. Les opérateurs ont néanmoins adapté les modalités pratiques de leurs sessions, notamment en organisant le travail par petits groupes.

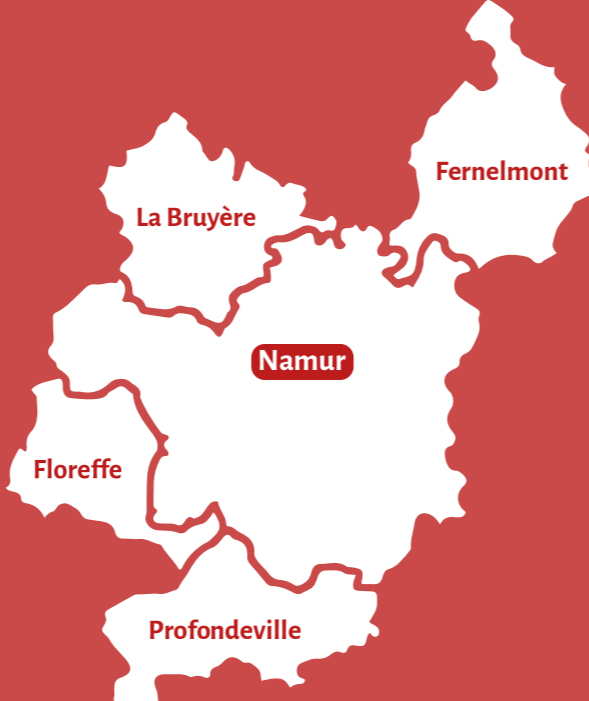
Personnes accompagnées
en 2021 :

709

Primo-arrivants : **226**

Hors obligation : **342**

Hors parcours : **141**



Projets et aspects généraux

Mentorat

En 2021, le CAI porte toujours 3 programmes de mentorat. Le MIN (mentorat interculturel namurois), Network et Network Asile. La crise sanitaire a compliqué le suivi de plusieurs duos et a obligé certains d'entre eux à s'arrêter, pour diverses raisons : impossibilité de se rencontrer en toute sécurité, inquiétude de la part de mentors plus âgés, difficultés d'agenda. Concernant le projet de Mento-



rat Network, les rencontres sont prévues sur le lieu de travail, ce qui a été rendu impossible pour beaucoup de mentors désormais en télétravail. Enfin, tous les duos qui ont pu se rencontrer avant la crise sanitaire n'étaient pas forcément partie prenante de continuer le mentorat à distance. Plusieurs duos qui étaient en cours avant la crise sanitaire avaient bon espoir de pouvoir continuer une fois la crise terminée. Malheureusement, étant donné la durée de celle-ci, tous les contacts n'ont pu être maintenus et devront être relancés. Enfin, en 2021, 3 nouveaux mentors se sont proposés. L'un d'eux est déjà en duo dans le cadre de Network tandis que les 2 autres devraient très prochainement débiter dans le cadre de MIN.

Test Elao

En 2021, 168 tests Elao ont été réalisés par les accompagnateurs interculturels du CAI.

Parmi les 168 tests, 140 ont été terminés et évalués alors que 28 sont restés non finalisés.

Dans le cadre du parcours d'intégration obligatoire et volontaire – en ce inclus les demandes de nationalité, Les personnes qui ont obtenu le niveau A2 et plus ont été dispensées de l'obligation de suivre des cours de FLE. Pour les autres personnes, le test a permis de mieux les préparer avant de se présenter au test Elao du Forem. Notons ici que depuis le 12 mai 2021, les tests Elao du CAI sont désormais reconnus par le parquet de Namur dans le cadre d'une demande de nationalité. Il s'agit d'une avancée notable puisque les personnes que nous accompagnons ne devront dès lors plus nécessairement se présenter au Forem pour repasser le test. Pour les personnes qui ont obtenu un niveau inférieur à A2, à savoir débutant (A1.1 ou A1.2), elles ont été orientées vers les opérateurs de Français Langue Etrangère – les Initiatives Locales d'Intégration et la promotion sociale. L'orientation s'est faite en fonction du niveau de scolarité de la personne et de ses besoins, des questions de mobilité, de l'environnement et des disponibilités en termes d'offres chez les opérateurs de FLE.

Concernant les 28 tests non finalisés, il s'agit ici de personnes qui ont abandonné le test en cours, souvent parce qu'ils prennent rapidement conscience que le test est trop difficile pour eux, essentiellement en raison d'un niveau de français trop faible ou par manque de connaissance de l'outil informatique. Ces personnes ont été réorientées vers les opérateurs de FLE et d'alpha qui utilisent des outils plus adéquats permettant de mieux les positionner.

Nationalité

Les demandes de nationalité représentent en 2021 près de 70% des dossiers pour lesquels un parcours d'intégration a été suivi sur base volontaire.

Soulignons par ailleurs qu'en cours d'année, les parquets wallons se sont harmonisés pour avoir une lecture commune de la procédure de demande de nationalité et plus particulièrement concernant les exigences et preuves à fournir dans les différents axes de la dite demande.

Ces changements ont été suivis de près par le CAI, en ce compris par l'équipe de première ligne qui a dû ajuster l'accompagnement qu'elle propose autour de la demande de nationalité, et ce pour coller au mieux à ces exigences et à ces changements de pratiques.



Interprétariat et SeTIS

La majorité des prestations réalisées avec les interprètes du SeTIS ont eu lieu à distance selon un agenda défini tout au long de l'année. A Namur, la fréquence des plages de rendez-vous à distance était de 3 fois par mois en arabe et une fois par mois en albanais. Ces plages ont pu être délocalisées pour les bureaux décentralisés en fonction des besoins. Pour les demandes dans d'autres langues (dari, farsi, anglais, etc) nous avons fonctionné par rendez-vous de manière ponctuelle. Enfin, concernant le tigrigna, nous avons pu compter sur une ressource interne.

Mobilité

Le CAI s'est impliqué dans la réalisation d'un outil sur la mobilité. La relecture de l'outil par plusieurs accompagnateurs a permis de garantir un document concret et pratique que nous espérons utile pour nos partenaires et pour les personnes que nous accompagnons quotidiennement. Réalisé en partenariat avec la Province, la finalisation et la diffusion de cet outil sont prévus pour 2022.

API

Le GT API s'est réuni à plusieurs reprises en 2021 pour avancer sur les propositions de modifications à formuler auprès de la Région Wallonne en vue d'adapter cette base de données communes aux CRI. L'objectif du groupe de travail est de faire en sorte que celle-ci soit la plus adaptée à nos pratiques de terrain. Un accompagnateur s'est investi dans cet espace de travail et en a assuré les retours vers l'ensemble de l'équipe de première ligne.

Charte des travailleurs sociaux de première ligne

Le GT Charte s'est réuni à plusieurs reprises pour élaborer, avec les autres CRI, une Charte commune aux travailleurs de première ligne. Un accompagnateur de l'équipe s'est investi dans ce travail. L'ensemble de l'équipe a également pu commenter les travaux en cours, faire des remarques et propositions. Un moment symbolique de partage autour de ce document et « validation » de ce dernier avec les autres CRIs est prévu courant 2022 (reporté faute d'avoir pu l'organiser en 2021).

Mise à jour des Séances d'Information Droits et Devoirs (SIDD)

Le CAI s'est impliqué dans un groupe de travail sur la remodelisation de la séance d'information sur les droits et devoirs. L'objectif de ce groupe vise à créer deux contenus de SIDD : l'un pour les primo-arrivants obligés de suivre le parcours d'intégration et l'autre principalement pour les personnes demandeuses de nationalités mais également pour d'autres publics qui suivent le parcours volontairement.

Il s'agit donc dans un premier temps de construire, dans une dynamique Intercri, un « tronc commun » qui sera utilisé pour chaque type de SIDD (Primos-arrivants et volontaires). Dans un second temps, deux contenus spécifiques seront également proposés pour alimenter les deux types de séances.

Le travail dont il est ici question nécessite la mise à jour de fiches thématiques ressources, ce qui a amené les participants à se partager ces thématiques. Au CAI, nous travaillons à la mise à jour de la fiche enseignement.

ISP

L'accompagnement des personnes pour des demandes en Insertion Socio-Professionnelle a continué de se faire, dans le respect des mesures sanitaires. Comme pour les autres services de première ligne du CAI, des rendez-vous se sont fait en présentiel, d'autres en visio-conférence. L'important étant que les personnes puissent continuer d'avancer dans leur projet, mais en toute sécurité et dans le respect des règles sanitaires.

Des séances collectives ont également pu être organisées sur différentes thématiques en lien avec l'insertion socio-professionnelle et les demandes des personnes accompagnées. Certaines ont été organisées en présentiel, d'autres en visio-conférence, et ce en fonction des mesures sanitaires et des possibilités de connexions des participants à ces séances de travail. Globalement, ces séances ont rencontré un vif intérêt du public.

Perspectives 2022

- L'accompagnement des personnes reste une priorité pour l'année 2022. Si la pandémie complique fortement le travail des accompagnateurs de première ligne, force est de constater que ce travail reste essentiel, parce que le public le demande. Soucieux d'avancer, de se voir évoluer, le public avec lequel nous travaillons continue de se présenter en nos bureaux. Les adaptations faites pour accueillir le public de manière continue et en sécurité continueront d'être mises en œuvre en 2022 et continueront de s'adapter en fonction des directives données.
- En 2022, l'équipe ISP du CAI connaîtra des changements importants avec l'arrivée d'une nouvelle offre d'accompagnement en ISP. Ce sont 23 modules qui seront proposés aux personnes, fonction de leur demande et de leurs profils, pour les accompagner au mieux dans leur insertion socio-professionnelle. Cette nouvelle offre implique des changements tant au sein de l'équipe ISP que de l'équipe qui met en œuvre le parcours d'intégration.
- Le mentorat connaîtra un nouveau déploiement en 2022 puisqu'il figure parmi les modules ISP proposés par le CAI. Des volontaires seront recrutés et des personnes accompagnées se verront proposés le projet en fonction de leur profil et aspirations.

2^{ème} ligne

Introduction

En 2021, la 2^{ème} ligne s'est réorganisée suite à la suppression du centre de ressources. Une nouvelle fonction s'est créée aujourd'hui, ce sont six travailleurs qui développent les mêmes 5 axes :

- Coordinations d'acteurs ou de projets
- Accompagnement des opérateurs
- Formations des professionnels et des volontaires
- Sensibilisation de la population ou des professionnels de l'intégration
- Veille et travail thématique

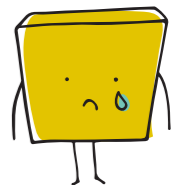
Trois d'entre eux se concentrent davantage sur la coordination des activités liées aux parcours d'intégration et les trois autres, sur le travail sur la société d'accueil (interculturalité, lutte contre le racisme et les discriminations raciales ainsi que la formation).

Après un an de fonctionnement, il reste encore des ajustements mais dans l'ensemble, ce fonctionnement permet une véritable transversalité au sein de la seconde ligne.

Le plan local et provincial d'intégration

Afin de mieux cerner les enjeux locaux, l'équipe a réalisé un travail d'analyse des différents PCS et PST des communes au regard des situations et des constats relevés sur le terrain dans le but d'identifier les priorités d'action à mener, mais aussi les leviers d'action à utiliser pour favoriser l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère sur le territoire de la province de Namur. Ce travail s'intègre directement dans le nouveau Plan Provincial et Local et d'Intégration du CAI, qui se veut être plus concret et plus ancré localement, tout en restant transversal et basé sur l'accès aux droits fondamentaux, en appuyant sur leurs freins et facilitants.

Malheureusement, vu le contexte sanitaire, la plénière du PPLI n'a pas pu avoir lieu malgré la préparation réalisée en amont.



Coordination d'activités d'accueil et d'intégration

Les plateformes provinciales

La plateforme de lutte contre le racisme

Les activités de la plateforme de lutte contre le racisme en province de Namur se sont poursuivies durant cette année 2021. En effet, à l'occasion du 21 mars comme chaque année, la plateforme s'est mobilisée afin de sensibiliser citoyens et professionnels. Un webinaire à destination des professionnels nommé « Racisme structurel, violences policières et conséquences sur la santé mentale », une manifestation à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale ainsi qu'une semaine de lutte contre le racisme ont été organisées. Ces événements ont nécessité une mobilisation et une énergie de la part de plusieurs membres ainsi que des associations issues de l'immigration. Le comité de pilotage s'est réuni 4 fois et la plateforme en plénière une fois sur les trois premiers mois de l'année et cela, sans compter les réunions spécifiques de préparation par petit groupe.

A la suite de l'évaluation de ces activités, la plateforme a décidé de continuer à se développer. D'une part, elle a commencé à organiser la future activité autour du 21 mars prochain en comité de pilotage. D'autre part, elle s'est accordée sur le fait qu'elle développera en 2022 un axe de travail contre les discriminations raciales par des propositions d'actions concrètes et l'élaboration d'un plan provincial de lutte contre le racisme. Pour se faire, un travail d'élargissement aux associations issues de l'immigration a été réalisé et une réflexion sur un positionnement commun par rapport au racisme sera effectué.

PLATEFORME DE LUTTE
CONTRE LE RACISME
PROVINCE DE NAMUR

**Racisme structurel, violences policières
et conséquences sur la santé mentale**

un webinaire à destination de tous les professionnels
Le 24 mars 2021 de 10h00 à 12h00

LE RACISME, VOUS VALEZ MIEUX QUE ÇA!

3 ATELIERS POUR APPRENDRE ET ÉCHANGER
Gratuit et ouvert à tous - infos et inscriptions sur www.cainamur.be

The poster features a silhouette of a police officer with 'POLICE' on their back, a close-up of a person's face, and a silhouette of a person sitting on the ground. A speech bubble contains the text 'LE RACISME, VOUS VALEZ MIEUX QUE ÇA!'.

Plateforme interculturelle

Cette année, le centre a organisé une plénière de la plateforme interculturelle avec la présence d'une grande majorité d'opérateurs financés dans le cadre du financement ILI axe interculturelité. Cette réunion a permis de réaliser un état des lieux des projets actuels et futurs ainsi que de dispenser les premières informations concernant le nouvel appel à projet ILI. Suite à la publication de celui-ci, le CAI et le Discri ont programmé une nouvelle réunion le 5 janvier 2022 afin de soutenir les opérateurs dans la construction et l'écriture de leur projet et d'organiser la complémentarité des futures actions interculturelles en province de Namur.

Concertation Mena

Actuellement, une coordination, au niveau wallon, est mise en place depuis deux ans par la Fondation Joseph Denamur et traite une série de freins et d'obstacles que constatent les acteurs dans le suivi des MENAs et Ex-MENAs. Le CAI suit activement les travaux en cours en participant aux différents groupes de travail initiés : scolarité, formation, regroupement familial, logement et autonomie. Depuis un an, le CAI a pris l'initiative de prospecter la pertinence d'une remise en route de ce travail en réseau à l'échelon provincial. Plusieurs réunions ont été organisées avec des opérateurs clés dans l'objectif de réaliser un état des lieux des attentes des acteurs et avoir une représentation claire de la répartition géographique de ceux-ci. Cette étape a contribué à analyser l'offre de places disponibles et occupées au sein des structures d'accueil. Suite ces rencontres, le centre a dégagé des priorités d'action en concertation et en complémentarité avec la coordination wallonne MENA. Parmi celles-ci, se retrouve la mise sur pied d'une première rencontre entre ces acteurs MENA et ex-MENA.

Plateforme « formation à la langue française »

Au niveau provincial, en réponse aux attentes des opérateurs et correspondant aux moments de reprise des activités, deux réunions de la plateforme « formation à la langue française » ont été organisées. Une première en février réunissait les coordinations et directions des opérateurs de formation à la langue française. Organisée en plein deuxième confinement et alors que les cours se donnaient exclusivement en distanciel depuis le mois de novembre, la réunion avait pour objectif, en plus de la coordination de l'offre en début de nouveau semestre, de discuter de l'organisation des tests de validation et de partager les pratiques des opérateurs pour intégrer les nouveaux apprenants, malgré le contexte.

En septembre, les coordinateurs des opérateurs de formation à la langue française se sont réunis pour la seconde fois de l'année. Comme en début de chaque nouveau semestre, le calendrier de l'offre a été passé en revue, notamment pour favoriser l'interconnaissance entre acteurs mais également pour favoriser l'orientation des apprenants. Afin de rendre plus facile cette orientation, il a été décidé que la prochaine réunion de la plateforme (en 2022) aurait notamment comme ordre du jour de travailler sur l'harmonisation des pratiques autour du test de positionnement. Un temps de réflexion a également été consacré à l'inclusion des personnes sans-papiers dans les groupes de FLE.

En termes de communication, les opérateurs de la plateforme ont adopté l'utilisation d'un padlet pour la publication des PV mais également d'autres informations, comme les offres de formations pour les personnes étrangères, des échanges d'informations (outils, formations de formateurs, salons, colloques ou autres événements organisés par les ILI, CRI ou autres).

En plus des deux plateformes provinciales, des réunions de coordination locale autour de la formation à la langue française ont été organisées au niveau de différents bureaux d'accueil.

Tout d'abord, faisant suite à un travail mené en 2019 et 2020, les acteurs dinantais, à savoir le SAD, Le Tremplin et Lire et Ecrire se sont réunis en janvier 2021. Si l'objectif principal de cette réunion est la complémentarité de l'offre au niveau local, la rencontre a permis aussi de faciliter les orientations d'apprenants.

Ensuite, à deux reprises, le CAI a organisé une rencontre entre les opérateurs de français à Philippeville. Suite à un constat de manque d'offre pour répondre à la forte demande en formation à la langue française, les opérateurs se sont réunis pour travailler sur la complémentarité de leur offre ainsi que la préparation de l'appel à projet ILI.

Intervision FLF

Début 2020, sous l'impulsion de la plateforme formateurs en Alpha/FLE, le CAI et l'Henallux initiaient un tout nouveau projet : l'intervision de formation à la langue française.

Après un début retardé dû à la crise sanitaire, les rencontres entre les formateurs de la province de Namur se sont échelonnées en 2020 et 2021 et ont répondu aux attentes des participants. Au vu de ce succès, une deuxième édition aura lieu en 2021-2022.

L'intervision FLF consiste en des séances de rencontre entre formateurs qui, sur base de la méthodologie de la formation par les pairs, échangent autour d'une thématique définie. A chaque séance, une thématique. Et pour chaque thématique, un animateur expert (du groupe ou de l'extérieur).

Au total, 6 séances étaient prévues, réunissant environ une dizaine de formateurs. Sous la première programmation, les thématiques étaient :

- L'enseignement de la grammaire – 20 janvier
- L'enseignement de l'oral – 24 février
- Le test de validation - 31 mars
- Evaluation du processus – 26 mai

Après l'évaluation, il a été décidé de faire évoluer la formule depuis octobre 2021. L'ensemble des formateurs ont exprimé la volonté de développer une communauté d'apprentissage professionnelle et de programmer 6 nouvelles séances s'étalant de septembre 2021 à juin 2022. Dès lors, deux séances supplémentaires sont venues s'ajouter en octobre et décembre :

- Comment gérer un projet en classe de FLE ? – 6 octobre
- Enseigner au moyen des interactions verbales en classe de FLE - 1 décembre – reportée en 2022

13ème rencontre du FLE

Le vendredi 7 mai, le CAI en partenariat avec l'Henallux et le CRILUX, centre régional d'intégration de la province de Luxembourg, a organisé la 13^{ème} journée de rencontre autour de l'enseignement du français langue étrangère. En raison de la situation sanitaire, cet événement a été organisé en distanciel, sur ZOOM.

Faisant suite à l'édition précédente traitant de la glottophobie, cette rencontre avait pour titre « L'enseignement du français en contexte migratoire : entre conformisme et émancipation ». Pour ce faire, le comité de coordination du projet a invité Coraline Pradeau, maîtresse de conférences en didactique des langues et politiques linguistiques, pour présenter les conclusions de sa thèse « L'intégration par la langue : perspectives croisées en France, Belgique, Suisse et Québec ». Elle a été suivie par Valérie Spaëth, professeure des universités à la Sorbonne nouvelle Paris 3, qui est

intervenue sur le sujet « Emanciper, subordonner, former... L'enseignement du français aux allophones, une histoire globale et paradoxale de l'altérité (XIX^{ème}-XX^{ème} siècles) ». La journée s'est poursuivie avec des ateliers de réflexion pour le lien entre les interventions de la matinée et la pratique des opérateurs, enseignants et étudiants en français.

L'organisation de cette journée en virtuel a eu un réel succès avec une centaine de connexions tout au long de l'événement. Cela nous a également permis de pouvoir accueillir des intervenantes et des participants géographiquement plus éloignés.

13^e rencontre FLE/S à Malonne

L'enseignement du français en contexte migratoire : entre conformisme et émancipation



Le vendredi 7 mai 2021

Projets en collaboration avec la Province

En 2021, malgré le retrait de l'appui financier et institutionnel de la Province ainsi que sa restructuration interne, les collaborations et projets entamés avec l'équipe de la Direction des Affaires Sociales et Sanitaires (DASS) se sont poursuivis.

Répertoire d'outils Alpha-FLE

L'un des projets consiste en la création d'un répertoire d'outils alpha-FLE mettant en lumière des outils, manuels ou services de la Province pour les formations en français ou en citoyenneté. A destination des formateurs, ce fascicule composé de plusieurs parties a pour but d'outiller les acteurs de première ligne de l'Alpha-FLE, constamment en recherche d'améliorer ou de diversifier leurs pratiques de formation. Il rassemble une sélection d'outils en tous genres, facilement accessibles et proches des besoins des formateurs et de leurs apprenants.

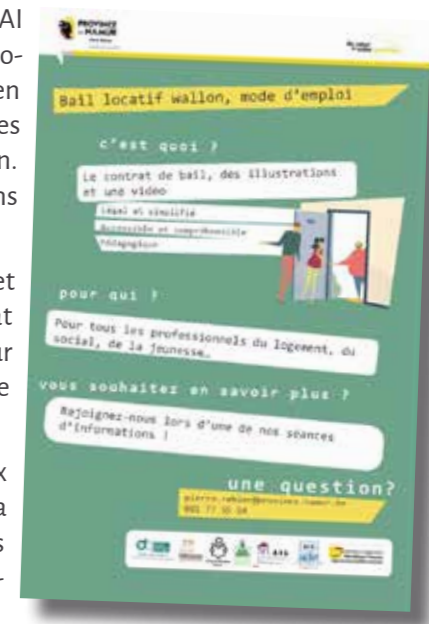
En phase de finalisation, le répertoire sortira dans les premières semaines de l'année 2022.

Contrat de bail simplifié

En collaboration avec Lire et Ecrire, Droits Quotidiens et les AIS namuroises, le CAI a contribué à la réalisation d'un contrat de bail simplifié. Ce projet piloté par la Province avait pour mission de rendre plus accessible ce document complexe, tout en le maintenant juridiquement valable. Par l'intermédiaire du CAI, deux groupes d'apprenants de la Province de Namur ont participé au processus de vulgarisation. Par leur relecture, ils ont pu relever les mots encore à simplifier ou à définir dans un lexique.

A destination des travailleurs sociaux mais également des agents immobiliers et des propriétaires, le résultat de ce projet se décline en plusieurs outils : un contrat de bail simplifié, aéré et illustré de pictogrammes, un lexique, des illustrations sur les droits et devoirs des propriétaires et des locataires ainsi qu'une vidéo à visée pédagogique.

L'outil a été présenté lors de plusieurs séances d'informations organisées aux quatre coins de la province. Il est également disponible sur le site internet de la Province. En 2022, la promotion de l'outil se poursuivra, notamment auprès des propriétaires privés. Une traduction multilingue de la vidéo est en cours de réflexion.



Outils Mobilité

Un outil sur la mobilité, généraliste et pratique a également été finalisé. Il s'intitule « Mobilité en province de Namur », et est réalisé en collaboration avec la Province. Cet outil à destination des travailleurs sociaux aborde de manière globale la mobilité tout en apportant des focus à destination des personnes étrangères. La diffusion de cet outil est prévue en 2022.



Plateforme citoyenneté

Plusieurs rencontres autour de la formation à la citoyenneté ont été organisées tout au long de l'année, réunissant les coordinateurs ou les formateurs, tant au niveau provincial que local.

Au niveau provincial, les coordinateurs des associations reconnues ILI (Initiative locale d'intégration) pour l'axe formation à la citoyenneté se sont réunis à deux reprises, en février et en novembre. Ces moments ont été l'occasion de coordonner l'offre de formation, de s'ajuster sur les pratiques avec les absences des apprenants (justifiées ou injustifiées), d'échanger sur l'organisation des formations à distance.

En effet, début 2021, si les autorités interdisaient l'organisation de formation en présentiel, l'obligation du parcours d'intégration pour les personnes primo-arrivantes a été remise en route. Cette situation a poussé plusieurs opérateurs à se lancer dans les formations en virtuel. En collaboration avec les sept autres CRI wallons et avec le DisCRI, le CAI a eu une attention particulière pour l'appui pédagogique des ILI citoyenneté. Dès lors, un groupe de travail intercris a été créé et, sur base de bonnes pratiques récoltées auprès des opérateurs expérimentés en formation à distance, un padlet a été créé : <https://padlet.com/DiscriAsbl/Bonnes-PratiquesDistance>. Dans ce processus, quatre ILI namuroises, en plus des ILI des autres provinces, ont été concertées sur leurs expériences de FIC à distance.

D'un point de vue local, une plateforme des opérateurs du bureau d'accueil de Philippeville a lieu dans le courant du mois de novembre. L'objectif de cette réunion était la préparation de l'appel à projet ILI pour que les offres rentrées soient complémentaires et en concordance avec la demande locale.

De même que pour la plateforme de formation à la langue française, un padlet a été créé pour faciliter la communication entre opérateurs de citoyenneté.

Les formateurs en citoyenneté ont été réunis à deux reprises également, au mois de mars, en présence du DisCRI. L'objectif de ces rencontres était la présentation et surtout l'appropriation du nouvel AOC, repensé par le DisCRI. Pour répondre à l'actualité et à la situation sanitaire, ces séances ont eu lieu en ligne. Ce qui a permis aux formateurs de (se) tester à l'exercice de l'adaptation d'un contenu de formation au format virtuel. La rencontre a remporté un réel succès.

Plateforme accompagnement social et juridique

Tout d'abord, le CAI, en collaboration avec ses homologues des provinces de Charleroi et de Luxembourg, a organisé quatre interventions sociojuridiques cette année. Ces dernières ont permis aux professionnels de l'accompagnement social et juridique des personnes étrangères de partager leur pratiques et de solutionner ensemble des problématiques rencontrées par les uns et les autres. Lors de la première intervention, nous avons invité le SISA, le service d'accompagnement sociojuridique de la plateforme BXLRefugees. Les opérateurs sociojuridiques de nos provinces, étant de plus en plus souvent amenés à accompagner des migrants en transit, ont pu échanger avec des experts de la thématique. Ensuite, suite au départ d'Emmanuelle Vinois, la juriste animant jusqu'alors les interventions, une nouvelle juriste nous a rejoint. Il s'agit de Pauline Ansay de chez Point d'appui. Cette nouvelle collaboration nous a amenés à restructurer les séances en trois parties. Une première traitant d'un point d'actualité juridique ou d'un élément intéressant paru récemment dans une Newsletter, une deuxième partie autour d'un thème défini tel que le regroupement familial, l'accès aux aides matérielles et sociales ou encore le renouvellement des titres de séjour et enfin, une troisième partie pour les cas pratiques divers et les questions-réponses des participants.

Ensuite, comme chaque année, le CAI a organisé deux séances d'informations en soirée concernant le droit des étrangers. Une première sur l'accès à la nationalité et une seconde sur le regroupement familial. Comme chaque année, ces deux séances ont rencontré un franc succès. Les participants, principalement des professionnels de l'accompagnement social sont d'ailleurs désireux d'aller plus loin dans la matière et d'aborder davantage de cas pratiques. C'est pourquoi le CAI a décidé de revoir le format de ces séances d'information pour les transformer en deux journées de formation. Aussi, une formation en droit des étrangers plus conséquente de quatre journées a eu lieu durant le mois de septembre. Cette formation avait pour principaux thèmes : l'introduction au droit de séjour, le regroupement familial, le statut de protection et l'accès aux droits sociaux. Comme chaque année, cette formation a rapidement affiché complet et sera à nouveau dispensée en 2022.

Enfin, la province a contacté le CAI durant l'été afin de mener des actions de sensibilisation à la problématique de la Traite des Êtres Humains (TEH). Ce phénomène sociétal touchant particulièrement les personnes étrangères et plus précisément les migrants en transit vivant dans des conditions d'extrême précarité, la cellule des affaires so-

ciales et sanitaires de la province tient à sensibiliser les travailleurs ou bénévoles qui accompagnent ces publics. Il est en effet important que les personnes accompagnant des publics pouvant être touchées de près ou de loin par cette problématique soient aptes à la reconnaître et à la dénoncer étant donné qu'un dispositif légal existe en Belgique pour sanctionner les criminels concernés. L'ensemble de l'équipe de première ligne du CAI ainsi qu'une collègue en interne en contact direct avec les collectifs citoyens ont pu bénéficier de cette information. Des soirées de sensibilisation à cette thématique sont également prévues à destination des collectifs citoyens pour 2022.

Plateforme ISP et diversité

La plateforme en tant que lieu de concertation entre opérateurs n'a pas pu avoir lieu, faute de pouvoir organiser des rencontres présentielles durant une bonne partie de l'année. Des informations essentielles pour le secteur ont été transmises via la liste de distribution. Nous avons profité de cette année de transition pour analyser en interne nos forces afin de nous réajuster. Nous avons également systématisé notre connaissance du public accompagné par notre équipe en ISP afin de pouvoir nous positionner rationnellement dans le réseau namurois de l'insertion, tout en mettant en lumière des possibilités de déploiement du dispositif envisagé.

La collaboration avec le Forem pour le travail d'accompagnement des personnes étrangères vers l'emploi a été tout aussi importante que les années précédentes. Une réunion à la mi-année a permis la rencontre entre nos deux équipes, travail d'autant plus important avec l'arrivée de nouveaux collaborateurs dans l'équipe de la cellule migrant.

Vu le contexte et les opportunités de financements, le travail avec les partenaires s'est surtout concentré sur les complémentarités entre acteurs de l'insertion, dans le but d'améliorer les collaborations actuelles et futures. Nous pouvons ici citer les coups de sondes lancés pour la mise en place de formations concomitantes FLE-métiers avec divers acteurs, mais aussi le renforcement des liens avec la MIRENA ou encore la rencontre et les échanges avec certaines entreprises désireuses de mettre en place une politique de diversité et d'avoir une approche volontariste au niveau du recrutement.

Pour nous outiller et nous informer au mieux dans ces différentes démarches, nous avons également travaillé avec l'IRFAM. Ce dernier nous a plus particulièrement appuyé pour construire un cadre global de collaboration entre acteurs sur le territoire namurois mais wallon également, et pour développer une stratégie de l'insertion socio-professionnelle qui fasse le pont entre les personnes – la formation – et les entreprises.

A la fin de l'année, l'octroi de subvention de l'appel à projet « Appuis aux Parcours Vers l'Emploi » géré par le FOREM est venu confirmer nos pistes concrètes de travail et nous permettra de consolider en 2022 nos actions d'accompagnement individuel et collectif spécifique pour notre public sur l'ensemble de la province de Namur, avec une approche particulière sur les freins à l'insertion professionnelle.

Nous avons rencontré plusieurs fois l'ASBL Travi du secteur de l'intérim qui met en place, entre autres, des stratégies de recrutement et de formation à destination des personnes étrangères.

Avec la sortie prochaine de l'appel à projet FSE, une attention particulière a été donnée à la réorganisation interne de l'équipe de première ligne autour de trois axes : l'accompagnement social, le parcours d'intégration et l'insertion socio-professionnelle.

Tout ce travail de réorganisation interne et de construction d'un cadre de travail en ISP a également été alimenté par 12 réunions de l'intercentres ISP des CRI, qui a notamment mené un important travail sur les indicateurs en ISP. En marge, plusieurs réunions de travail exploratoires se sont aussi tenues avec des acteurs variés, notamment : les opérateurs actifs dans la formation à la langue française avec un angle métiers, des CISP, l'IBEFE, la ville de Namur, la MIRENA et le FOREM entreprises.

En termes de diversité, le CAI a participé aux réunions du GT « Emploi » de la coalition NAPAR ainsi qu'à la rencontre plénière dans le cadre de la construction du plan interfédéral de lutte contre le racisme.

Les coordinations locales



Andenne

Suite aux changements de ressources humaines, tant au CAI que chez les partenaires andennais, l'année 2021 a été synonyme de relance d'une dynamique partenariale au niveau local. D'abord, en début d'année avec les partenaires directs pour l'organisation des activités d'intégration liées au Parcours, puis par l'organisation d'une coordination locale en octobre, réunissant l'ensemble des acteurs de l'accompagnement des personnes étrangères sur le bureau d'accueil d'Andenne, à savoir les administrations communales, les Initiatives Locales d'Accueil (ILA), les CPAS ainsi que les ILI.

Une rencontre avec les autorités communales d'Andenne a également permis de dégager des pistes d'actions pour le CAI sur la localité d'Andenne. Cette réunion a abouti à l'entrée de la Ville d'Andenne dans les instances du CAI, dès début 2022 et l'organisation prochaine d'une formation à destination des agents communaux, du PCS, etc. sur la démarche interculturelle, en lien direct avec leurs pratiques.

Ciney

La coordination locale du bureau d'accueil de Ciney a eu lieu le 17 septembre. Ce moment a été l'occasion de rappeler en quoi consiste le parcours d'intégration, l'importance d'une étroite collaboration entre les administrations communales et le CAI et enfin d'échanger entre partenaires d'un même territoire afin de mieux connaître le réseau local.

En complément de la coordination locale, une rencontre a été organisée avec M Gaspard, Echevin à la Ville de Ciney et nouveau membre du CA du CAI. Cette rencontre nous a permis d'échanger sur nos priorités de travail ainsi que sur les projets en cours et à suivre fin 2021 ainsi qu'en 2022.

Beauraing

La coordination locale de Beauraing n'a malheureusement pas pu être organisée par manque de réactivité des administrations communales et du peu de partenaires présents sur place. En effet, le bureau d'accueil de Beauraing compte peu de personnes étrangères sur son territoire. De ce fait, la thématique des personnes étrangères mobilise difficilement les partenaires.

Gembloux

Suite à l'interpellation de bénévoles sur la présence d'une famille Roms en situation de grande précarité sur la localité de Gembloux, le CAI a constitué un groupe de travail composé du PCS de Gembloux, de services d'accompagnement, d'aide sociale et alimentaires locaux ainsi que de bénévoles. Ce GT avait pour objectif de coordonner les actions de l'accompagnement des personnes Roms. Une séance d'information ouverte à tous, organisée avec le Centre de Médiation des Gens du Voyage (CMGV), avait été mise en place au préalable des réunions de ce GT afin de mieux comprendre la spécificité de ce public et dans le but d'améliorer leur accompagnement. Plusieurs réunions de ce GT ont eu lieu à intervalle très régulier entre le mois de mai et le mois de juillet pour s'interrompre en août, suite au départ de la famille vers la Roumanie. Ce GT a été mis en standby mais sera réactivé en cas de besoin pour cette famille ou pour d'autres cas similaires.

En outre, les opérateurs locaux du Parcours d'intégration se sont réunis lors d'une rencontre de coordination locale dans le courant du mois d'octobre. Les discussions se sont principalement orientées autour de l'organisation du Parcours d'intégration, l'interconnaissance et les échanges autour des pratiques et réalités des opérateurs mais également des actualités de chacun.

Dinant

La coordination locale du bureau d'accueil de Dinant s'est tenue le 16 septembre. Le CAI a également participé à la plateforme partenariale "Espace insertion Dinant" du 25 novembre, organisée par le FOREM.

Par ailleurs, le CAI a accompagné « Le Tremplin », opérateur FLE présent sur le territoire de Dinant, qui souhaitait introduire une demande d'agrément auprès de la Région pour son axe FLE. Leur ancienne formatrice étant récemment partie, Le Tremplin compte à présent une nouvelle formatrice Alpha-FLE, faisant ses premiers pas au sein du secteur. Cet accompagnement a donc été l'occasion de rappeler le rôle et les missions du CAI, le déroulement global du parcours d'intégration et de répondre à ses questions.

Philippeville

Les priorités sur le territoire ont d'abord été de recréer les liens avec les différents opérateurs. C'est la raison pour laquelle nous avons participé aux comités d'accompagnement de plusieurs PCS (Couvin, Philippeville, Viroinval et Florennes), tout en travaillant de manière individuelle sur l'adhésion des pouvoirs locaux aux instances du CAI.

Nous avons accompagné le PCS de Florennes et la commune dans le développement de leur Plan stratégique et transversal en matière d'intégration et d'interculturalité. Ce travail a contribué à la mise en place d'une formation à l'interculturalité à destination des agents communaux. De plus, la collaboration par le biais de la plateforme interculturelle locale a favorisé l'adoption de la motion commune hospitalière.

La réunion de coordination locale réunissant les acteurs du parcours d'intégration et les opérateurs de formation s'est tenue le même jour le 17 septembre 2021 et a été l'occasion de se revoir après presque deux ans d'inactivité. Elle a permis de refaire le point sur les obligations liées au parcours d'intégration tout en renforçant le maillage de l'intégration au niveau local.

Parallèlement à ce travail, nous avons été particulièrement attentifs à la coordination de l'offre de formation à la langue française et à la citoyenneté au niveau local. Trois rencontres ont eu lieu.

A leur demande, nous avons eu l'occasion de former le personnel communal de la commune de Florennes à la démarche interculturelle. Ce travail initié continuera tout au long de l'année 2022.

Namur

Dans le courant du mois de mai, les différents parquets wallons se sont accordés pour l'harmonisation de leurs pratiques pour le traitement des dossiers de demandes de nationalité. Suite à la réception d'un courrier spécifiant cette nouvelle procédure, une concertation avec le service Etat Civil de la Ville de Namur a eu lieu afin de s'accorder sur les nouvelles mesures à prendre, dans l'objectif d'un bon accompagnement des personnes étrangères.

Dans le cadre de la collaboration avec la Ville de Namur, le CAI a participé à différents groupes de travail mis en place par la PNS. Des relais ont également été fait vers les opérateurs et partenaires du CAI.

Sambreville

Sur le territoire de la commune de Jemeppe Sur-Sambre, nous avons mené depuis 2019 un travail commun avec nos partenaires « Gabs, Ciep, CNCD et le Collectif S13 élargi » pour élaborer un projet de motion commune hospitalière (cf. rubrique interpellation politique). Au terme de nombreux moments de co-construction et d'échange, une interpellation citoyen a eu lieu afin de soumettre au conseil communal le projet de motion commune hospitalière. Même si celui-ci a reçu un accueil favorable, le conseil communal a émis un certain nombre de modifications que le groupe porteur doit désormais encore intégrer pour présenter le nouveau projet de motion ultérieurement. Cette étape aura lieu en 2022.

Outre la participation aux différentes plateformes locales, nous avons tenu à travailler individuellement avec les différents opérateurs du territoire. La réunion de la coordination locale s'est tenue le 15 septembre 2021 et a rassemblé acteurs associatifs et publics. L'offre de formations étant suffisante et coordonnée, il n'a pas été nécessaire de travailler ce point en dehors de cet espace de coordination.

Un travail important a été mené autour de l'accueil des migrants en transit, en soutenant notamment le collectif citoyen S13 et le GABS dans leurs missions respectives avec le support de la coordination wallonne des collectifs et associations de soutien aux migrants en transit.



Articulation des PST et PCS au regard de nos axes stratégiques

Depuis 2019, le CAI s'est investi dans l'analyse de l'ensemble des plans stratégiques et transversaux et des plans de cohésion sociale des communes de notre province. Cette démarche avait pour visée d'identifier les actions en lien avec nos thématiques et en adéquation avec les axes stratégiques. Cette approche, outre de renforcer la pertinence des activités du CAI, a donné lieu à de nouvelles collaborations et à des demandes croissantes de la part des services publics.



Perspectives 2022

- Au niveau de la plateforme de lutte contre le racisme, des changements seront opérés au niveau de la structure, de la composition et des objectifs poursuivis. Ceux-ci ont déjà été présentés et validés au sein de la plateforme.
- Organisation d'une rencontre entre les acteurs MENA de la province de Namur. Cette rencontre sera l'occasion de vérifier avec les concernés l'intérêt d'un espace de coordination à l'échelon provincial.
- Travail sur l'harmonisation des pratiques autour du test de positionnement pour améliorer les orientations
- Programmation de la formation en droit des étrangers
- Contribution à la planification de soirées de sensibilisation sur la thématique de la Traite des êtres humains, en collaboration avec la Province de Namur.
- Diffusion de l'outil mobilité en Province Namur et plus spécifiquement dans les Bureaux d'accueil et communes intéressées.
- La prochaine édition, en mai 2022, sera organisée dans la continuité des deux dernières éditions, à savoir d'aborder la prise en compte de l'interculturalité dans l'enseignement du français en contexte migratoire. En cas d'organisation de l'événement en présentiel, le mode multimodal sera également envisagé afin de pouvoir plus facilement accueillir des intervenants et des participants venus de plus loin.
- Poursuivre le programme prévu en 2022 et après évaluation, mettre en place de nouvelles séances animées par le groupe.

Formations

Comme l'année précédente, les sensibilisations et les formations ont été tributaires du contexte pandémique. Cependant, avec l'expérience, nous pouvons mieux moduler les activités en fonction des périodes plus compliquées. En début, comme en fin d'année, les formations et sensibilisations se sont déroulées principalement sous format virtuel alors que le reste de l'année, elles ont pu se dérouler en présentiel. En tant qu'opérateur de formation, retrouver les participants en vrai est un réel plaisir.

Formations proposées dans le catalogue

Etrangers en Belgique : causes et parcours d'immigration

Formation en présentiel

Cette formation permet de répondre à des questionnements suscités par les phénomènes migratoires. A travers quatre matinées, elle approfondi l'analyse des causes qui poussent les personnes à entreprendre des parcours de plus en plus périlleux pour atteindre un environnement sécurisant. En outre, elle dresse un panorama complet de l'actualité migratoire.

- Comprendre les causes des migrations.
- Histoire des migrations en Belgique.
- Convergence des luttes.

Connaître son public

Formation en présentiel

Migrants en provenance d'Amérique Latine

Depuis peu de temps, la Belgique voit arriver un nombre toujours plus grand de personnes en provenance d'Amérique latine. Traversée par les conflits, les dictatures ou encore les réseaux mafieux, cette région de l'Amérique centrale connaît actuellement un important exode de sa population. La matinée a pu éclairer ces enjeux pour mieux comprendre les réalités qui sous-tendent la migration des populations et mieux appréhender les vécus et les trajectoires migratoires des personnes.

Les matinées des thématiques interculturelles

Formule hybride

Ce mini-cycle de formation vise à permettre aux opérateurs de l'intégration des personnes étrangères, aux travailleurs de la sphère sociale et socioculturelle et à toute personne intéressée, d'accéder à différentes thématiques de l'interculturalité en seulement trois demi-journées. Un espace de dialogue et d'échanges dans lequel les exposés des intervenants sont enrichis par les expériences et les connaissances des participants.

En 2021, quatre thèmes avaient été retenus

- **Peut-on rire de « tous » ?**
- **Décolonisation de l'espace public : faut-il déboulonner les statues de Léopold II ?**
- **Hot Spot, les camps de la honte en Europe**
- **Santé mentale : les séquelles de l'exil**

Racisme d'hier et d'aujourd'hui : un cycle de formations pour comprendre et déconstruire les préjugés

Formation en ligne

Ce cycle de formations vise à aborder la question du racisme sous différents angles d'approche afin de mieux comprendre le concept, mais également ses mécanismes et ses répercussions dans notre société. Mêlant approches théoriques, cas pratiques et thématiques spécifiques, ce cycle propose une vue à 360 degrés sur le racisme d'hier et d'aujourd'hui.

- **Ancrage historique et local du racisme**
- **Racisme structurel**
- **Les formes de racisme : la négrophobie**
- **Les formes de racisme : l'antitsiganisme**
- **Les formes de racisme : l'antisémitisme**
- **Les femmes face au racisme**

Penser, élaborer et faire vivre un projet interculturel (cycle de formations)

Formation hybride.

Développer des actions au sein d'espaces multiculturels requiert d'impliquer et de mobiliser tous les publics. Or, des barrières culturelles peuvent apparaître, provoquant des malentendus qui se traduisent parfois par l'échec du projet. Ce cycle de formation a tenté de répondre à ces questions et de donner des pistes pour développer des projets d'action interculturelle collective.

- Module 1 : initiation à l'approche interculturelle
- Module 2 : Penser et élaborer un projet interculturel

Devenir formateur à la citoyenneté dans le cadre du parcours d'intégration en Wallonie

Formation hybride.

Les Centres régionaux d'intégration ont pour mission d'organiser le parcours d'intégration pour les primo-arrivants en Wallonie. Dans le cadre de ce parcours, les personnes étrangères concernées doivent participer à un module de formation à la citoyenneté organisé par des opérateurs reconnus par la Wallonie. Ce module de formation a été organisé encore une fois cette année en collaboration avec le CRIBW.

Mieux connaître le droit des étrangers et sa jurisprudence

Formation en présentiel

Comme chaque année, le CAI propose aux travailleurs sociaux qui accompagnent régulièrement les personnes étrangères dans leurs démarches administratives, une formation complète sur le droit des étrangers. Elle permet d'acquérir des bases solides ainsi que de prendre connaissance des évolutions de cette matière en constante évolution.

Le regroupement familial

En présentiel

Séance d'information à destination de toute personne désireuse de découvrir la procédure de séjour qui permet aux personnes étrangères ayant un membre de leur famille (nucléaire) en Belgique de venir le rejoindre sous certaines conditions.

Accès à la nationalité belge

En présentiel

Séance d'information à destination de toute personne désireuse de découvrir les dispositions générales en matière d'attribution et/ou d'acquisition de la nationalité.

Intervision en droit des étrangers

Formule hybride

Proposée en collaboration avec le CRILUX et le CRIC, l'intervision permet renforcer les compétences de travailleurs sociaux œuvrant dans l'appui sociojuridique des personnes étrangères et de les alimenter avec les dernières jurisprudences qui touchent les droits des étrangers.

Formations à la demande

Formation à destination de l'équipe de MEDENAM

Formation en ligne

A la demande du service de Médiation de dette en province de Namur (MEDENAM), le CAI a proposé trois matinées de formation, développant les thématiques suivantes : « Comprendre les migrations en Belgique » « Portes d'entrée légales au territoire belge » « Introduction à la dimension interculturelle ».

Séance d'information sur les Roms

Formation en ligne

Réalisée en collaboration avec le Centre de Médiation des gens du voyage, cette séance d'information en ligne a été proposée suite à la demande de plusieurs opérateurs gembloutois. Le CAI a sciemment ouvert cette matinée à tous les professionnels du secteur désirant en apprendre plus sur les spécificités de ce public afin de leur proposer un accompagnement adapté.



Florennes

- A la demande de la commune de Florennes, le CAI a proposé en partenariat avec le PAC, 5 journées de formation à l'interculturalité (3 journées assurées par le PAC, et 2 journées assurées par le CAI). Cette formation visait à outiller les employés communales en matière de communication interculturelle de manière à leur permettre de fluidifier les échanges avec les personnes étrangères lors de leur passage dans les différents services de la commune.
- Nous avons été sollicités par la Commune de Florennes pour mettre en place une formation à la gestion du projet interculturel au bénéfice des travailleurs du PCS. Le Stics intervenu dans le cadre du programme de formation 2020, a été retenu pour assurer cette formation en 2021, sous un format virtuel.

Collaborations

Projets en commun menés au sein de l'Intercentres formation

Relation, communication et compétences interculturelles

Formation en ligne

A la demande du CRESAM, nous sommes intervenus auprès des agents de CPAS de Wallonie pour leur proposer une journée de formation d'initiation à l'interculturalité. Cette journée a été préparée en collaboration avec plusieurs CRI (CAI, CRIBW, CERAIC, CRIC).

Ouverture aux langues et aux cultures (programme OLC)

Formation en présentiel

Nous sommes intervenus, pour la FWB, auprès des enseignants du programme « OLC » (Ouverture aux Langues et aux Cultures) pour un programme de formation à l'interculturalité de 5 journées. Ce programme a été préparé en collaboration avec plusieurs CRI (CERAIC, CRIC, CRIBW, CAI).

Conférences du samedi

Organisées par un collectif d'associations namuroises engagées pour la démocratie et la liberté d'expression dont le C.A.I. fait partie, les « Conférences du samedi » se produisent au Théâtre de Namur les samedis matin.

Cette année encore, le CAI a continué son partenariat dans les conférences du samedi. La conférence portée par le CAI cette année portait sur « **Pandémie et personnes migrantes : quelles mobilisations citoyennes** » avec comme intervenant Joachim Debelder, Chargé de projet à l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations (IRFAM).

Le collectif est composé par : Centre d'Action Laïque de la province de Namur, CNCD-11.11.11., MOC/CIEP, Présence et Action Culturelles, Coordination namuroise belgo-palestinienne, Librairie Papyrus, Théâtre de Namur et le CAI.

Perspectives 2022

Certaines formations récurrentes se retrouvent dans cette nouvelle offre mais d'autres plus en lien avec l'évolution des enjeux et des attentes du secteur sont proposées pour répondre aux besoins des opérateurs de la province de Namur. Certaines séances d'informations se sont transformées en journée de formation pour rencontrer les attentes du public de professionnels concernés.

Offre de formations 2022

Migrations, interculturalité et vivre ensemble :

- Connaître son public
- Cycle de formation anti-discrimination
- Cycle de formation : de la multiculturalité à l'interculturalité
- Devenir formateur.trice à la citoyenneté dans le cadre du Parcours d'intégration en Wallonie
- Comment rendre accessible pour tout public vos supports communicatifs ?
- FLE métier : des expériences à mettre en valeur
- Sources de financement par des tiers pour les associations

Droit des étrangers

- Mieux connaître la procédure de demande d'équivalence de diplôme et de la valorisation des acquis de l'expérience
- Mieux connaître le droit des étrangers et sa jurisprudence
- Le regroupement familial
- Accès à la nationalité belge
- Accompagnement social des personnes sans-papiers: limites et AMU

Technopédagogie : innovations et nouvelles technologies

Formations à la demande

- Poursuite de la formation à l'interculturalité des membres du personnel des Bibliothèques de Namur.
- Les membres du personnel de Fedasil Couvin nous ont demandé d'intervenir dans le cadre d'une formation à l'interculturalité.
- Le PCS d'Andenne souhaite également former son équipe à l'interculturalité dans le cadre de leur projet PCI.
- Formation à l'interculturalité des jeunes de la plateforme citoyenne du service civil : nous avons répondu et remporté l'appel d'offre lancé par la plateforme en collaboration avec le CRVI et le CRIC. Le CAI formera une centaine de jeunes en 2022 répartis sur 4 dates.
- Collaboration avec le CRIBW sur une formation à la lutte contre le racisme et les discriminations au PCS de Rixensart.

Actions de sensibilisation

« Devenez Ambassadeur interculturel »

Le projet soutenu par la labellisation PCI s'est poursuivi en 2021, en soutenant principalement le groupe de jeunes de Namur, qui, a pu inaugurer son exposition « HUMAINS » au Delta, avec le soutien du service « Culture » de la province de Namur.



Bibliothèques de Namur

Le personnel des bibliothèques de Namur est régulièrement en contact avec des personnes étrangères, et ne sont pas toujours à l'aise en matière d'interculturalité. Partant de ce constat et après nos rencontres en 2020, nous avons sensibilisé l'équipe à la thématique des stéréotypes et des préjugés envers les personnes étrangères.

Sensibilisation pour les Stations de Plein Air

Nous sommes intervenus auprès des équipes des Stations de plein air pour une sensibilisation à l'interculturalité. Les SDPA souhaitaient prendre en compte la diversité de leur public afin de proposer un accompagnement adapté, et en faire leur thématique de l'année 2021-2022.

FIFF

Dans le cadre de la participation au festival du film francophone (FIFF), le CAI a collaboré cette année avec l'Henallux (département pédagogique de Malonne) pour proposer une animation sur les pistes pédagogiques à exploiter à la suite du visionnage du court-métrage « Migrant » de Hugo Caby, Zoé Devise, Antoine Dupriez, Aubin Kubiak et Lucas Lermytte. L'animation a été donnée aux étudiants de l'Henallux en première année de cursus pour devenir instituteur primaire.



HEPN

Suite au FIFF, nous sommes intervenus auprès des étudiants en Coopération internationale de la HEPN pour une sensibilisation autour des causes et dynamiques des migrations.

Salon Namurois des outils pédagogiques



Dans le cadre de cet événement entièrement virtuel, le CAI a proposé une conférence sur les fake news. Vincent Flibustier, créateur du site NordPresse et formateur en éducation aux médias, a pu nous éclairer sur les mécanismes des fake news et a proposé plusieurs pistes pour les déconstruire.



Actions de la plateforme de lutte contre le racisme

Manifestation 21 mars « Lève-toi contre le racisme »

(voir Interpellation)



Webinaire à destination des professionnels « Racisme structurel, violences policières et conséquences sur la santé mentale »

Vu les conditions sanitaires, le format virtuel d'un événement de sensibilisation de grand ampleur (environ 80 participant.e.s) comme celui-là s'est imposé. Les membres de la plateforme ont choisi de d'explorer plusieurs thématiques précises dans le racisme. Le thème des violences policières était une évidence vu l'actualité de l'année. Les choix de s'intéresser au racisme structurel avec un focus sur le milieu associatif et les conséquences sur la santé mentale du racisme l'étaient moins mais a permis aux participants de découvrir d'autres facettes de la lutte contre le racisme. L'événement se déclinait en ateliers avec un moment en plénière. Des experts de par leurs connaissances et de leur vécu étaient présents dans chaque atelier. L'événement fut une belle réussite que ce soit au niveau de la participation que du contenu malgré le format virtuel de cette organisation.



Semaine de lutte contre le racisme

Une mission de la plateforme est également de faire vivre la lutte contre le racisme via les activités de ses membres. C'est pourquoi, nous avons collecté les actions organisées autour de la date du 21 mars pour en faire la promotion via la page Facebook de la plateforme. Cette année, quatre activités organisées par des membres ont bénéficié de cette promotion.

Perspectives 2022

Actions de la plateforme de lutte contre le racisme

En 2022, la plateforme a décidé de construire une émission télévisée en collaboration avec le média local « Bouké ». L'idée est de retracer 25 ans de lutte contre le racisme en Belgique et plus particulièrement en province de Namur. Par ailleurs, le CAI fera la promotion de toutes les activités réalisées dans ce cadre à travers un agenda de la semaine de lutte contre le racisme.

Clôture du projet EPTO à travers deux axes principaux :

1. Réaliser un guide méthodologique : sur base d'échanges et d'expérience, créer un « guide méthodologique » pour soutenir les travailleurs dans le développement d'un tel projet. Associer les professionnels qui ont participé au projet (animateurs, éducateur, formatrice EPTO), qu'ils aient suivi la formation et/ou qu'ils aient développé un projet avec leurs jeunes.
2. Événement festif : organiser un événement festif et convivial où tous les projets seront mis à l'honneur et tous les jeunes se rencontreront. Associer les jeunes, les animateurs, les proches des jeunes, le grand public.

Mais aussi...

- Poursuite de la collaboration des Conférences du samedi : pour 2022, le thème choisi est « L'utopie ». Le CAI proposera une conférence sur la thématique « Culture et Migration » avec pour intervenante Amanda Da Silva.
- Le CAI participera au FIFF Campus comme chaque année pour sensibiliser les élèves aux thématiques qu'il travaille.
- Le CAI fera venir l'exposition SAKIFE pour sensibiliser les citoyens, les professionnels et les étudiants en santé sur l'accès aux soins de santé des femmes au Congo.
- Le CAI renouvellera sa demande de label - financement PCI à 3 ans lié aux activités de lutte contre le racisme.

Logement

Le centre a décidé d'axer en priorité son travail sur les discriminations au logement cette année. Un travail de réflexion et de création de propositions afin de lutter contre la discrimination au logement a été réalisé début 2021. Les propositions s'inspirent de ce qui a été réalisé ailleurs et ce qui est recommandé par d'autres organisations. Elles ont vocation d'agir contre les discriminations mais également pour un meilleur accès au logement. Ces propositions s'enrichissent au fil des rencontres avec d'autres acteurs. Elles ont été présentées au cabinet du Président du CPAS de Namur qui désire avancer sur cette problématique. Une action de testing de la discrimination au logement en collaboration avec la Ville de Namur et d'autres partenaires a notamment été préparée pour se mettre en place dès le début de l'année 2022.

Par ailleurs, une participation à deux groupes de travail sur le logement dans la Province a permis de rencontrer de nombreuses structures. Premièrement, le CAI a participé au groupe de travail APL (Association de Promotion du Logement) de la Plateforme Intersectorielle de l'Entre Sambre et Meuse. Il a été décidé d'apporter notre réelle contribution une fois que la structure serait créée. Deuxièmement, le centre continue à être actif dans le GT logement de la Plateforme Namuroise du Social. Les mesures concrètes contre la discrimination au logement ont été présentées au groupe. Par la suite, un travail commun a abouti à trois interpellations de la Ville de Namur.

Le CAI a contribué de deux manières au dénombrement du sans-abrisme et de l'absence de chez soi coordonné par le Relais Social Urbain Namurois. Premièrement, il a relayé le projet à ses partenaires et a joué un rôle de relais avec les associations issues de l'immigration. Ensuite, l'équipe de première ligne a également dénombré les personnes rentrant dans les critères qui côtoient notre institution.

Enfin, un outil pour faciliter la recherche de logement pour les réfugiés sortant de centres est sur le point d'être finalisé. La Province avait lancé le travail en traçant les grandes lignes et le contenu principal. La suite du travail consistait à le rendre plus accessible à ses futurs utilisateurs et à le rendre plus pratique.

Migrants en transit - appui aux collectifs

Au cours de l'année 2021, le CAI a mis un point d'honneur à renforcer sa collaboration avec les acteurs de terrain, c'est-à-dire les collectifs citoyens aidant ce public vivant dans des conditions d'extrême précarité. Pour ce faire, de nombreuses réunions provinciales ont eu lieu afin de déterminer les besoins sur lesquels le CAI pouvait se pencher. Le CAI a donc monté un groupe de travail logistique, une cellule stratégique de vaccination mais également une coordination provinciale à laquelle s'ajoute la coordination wallonne, créée durant l'année 2020. A titre d'exemple, le travail de concertation du secteur réalisé au sein de la cellule stratégique de vaccination à l'occasion de l'arrivée des vaccins en avril 2021, a permis de rédiger des recommandations à la Région Wallonne concernant les procédures spécifiques à envisager pour le public des migrants en transit. Un groupe de travail « MET » Intercriis a également vu le jour, sous l'impulsion de la coordination wallonne.

Ces espaces de rencontre, couplés aux visites de terrain au sein des collectifs citoyens, ont mis en exergue le besoin d'une ressource humaine très spécifique afin d'aider les collectifs : la nécessité d'un facilitateur interculturel Erythréen. Suite à ce besoin criant du terrain, le CAI a monté un dossier présenté à la Ville de Namur qui a permis l'engagement de ce facilitateur. Enfin, grâce à l'appel à projet « Vivre ensemble » de l'organisation Entraide et Fraternité, des fonds supplémentaires ont pu être obtenus afin d'équiper ce nouveau collègue pour assurer au mieux ses missions. Depuis le 1er juin 2021, ce dernier facilite l'accompagnement des personnes issues de la communauté Erythréenne auprès des travailleurs de 1^{ère} ligne du CAI, auprès des collectifs actifs avec ce public, ainsi qu'auprès des différents opérateurs du secteur présents sur la province de Namur.

Ensuite, toujours à l'écoute des besoins de terrain, le CAI, en collaboration avec son homologue de la province de Luxembourg, le Crilux, et la coordination wallonne a organisé la venue de travailleurs de chez Médecins Sans Frontières afin d'offrir aux bénévoles des collectifs une formation 'PFA', Psychological First Aid. Cette formation poursuit le but d'outiller des bénévoles pour faire face à des situations de détresse psychologique vécues par une majorité de migrants. En effet, ces derniers, dû au parcours migratoire très souvent empreint d'importantes violences tant physiques que psychologiques, sont victimes d'un mal-être psychologique difficile à gérer pour des non-professionnels de la santé mentale. En outre, toujours suite aux constats de terrain, différentes collaborations ont pu être efficacement menées grâce à l'aide de partenaires du réseau. Ce fut le cas avec le CIEP Namur qui a souhaité faire le lien entre les besoins des collectifs citoyens et les différentes branches de leur organisme. Ainsi, par exemple, des trousseaux médicaux, comprenant tout le matériel nécessaire aux premiers soins, ont pu être distribués à tous les collectifs présents en Région Wallonne.

Enfin, les espaces de rencontre créés entre les partenaires du secteur, les bénévoles des collectifs citoyens et le CAI, ont permis de créer un ensemble de documents visant à faciliter l'action humanitaire des collectifs. Par exemple, un travail de médiation a été mené entre un collectif citoyen et le CPAS de leur commune afin de simplifier l'accès à l'Aide Médicale Urgente (AMU) pour les transmigrants accompagnés par ce collectif. Cette médiation fut un succès, permettant aux deux parties de mieux comprendre l'action et le mode de fonctionnement de l'une et l'autre. A la suite de cette réunion, un document reprenant les procédures à appliquer pour faciliter la collaboration autour des demandes d'accès d'AMU, entre collectifs et CPAS, a vu le jour et a été mutualisé à tous les collectifs citoyens de la province.

Les Réinstallés – Fédasil (Couvin et Florennes)

Dans le cadre du programme de réinstallation, il a été difficile de proposer des séances d'information en présentiel car le contexte sanitaire n'y était pas favorable. Néanmoins nos partenaires du Centre de Pondrôme et de Florennes se sont chargés de dispenser cette séance d'information. De plus, notre institution s'est surtout investie dans le suivi des primo-arrivants qui s'inscrivent dans le parcours d'intégration.

Cette année a mis en évidence le besoin de renforcer la collaboration entre le CAI et les centres d'accueil afin de répondre à des besoins pédagogiques (formation à l'interculturalité, la déconstruction des préjugés et stéréotypes, séance d'information sur la procédure d'équivalence des diplômes). Nous avons été interpellés par le Centre de Fédasil de Couvin et le Centre de Florennes, des rencontres sont programmés en 2022.

Travail auprès des associations issues de l'immigration

Cette année, ces associations ont fait l'objet d'une attention particulière. En effet, suite à la volonté du CAI de réimpliquer davantage les associations dans toute opportunité de travail en commun pertinente (et plus particulièrement dans les sphères du racisme, de la discrimination, de l'emploi et du logement), le centre a décidé de relancer un travail de recensement de ces associations sur l'ensemble de la province. En repartant d'un cadastre de 2014, d'un historique sur les collaborations entre le centre et ces associations, le CAI a élaboré un plan d'action en collaboration avec l'IRFAM pour assurer la qualité et la pertinence de cette démarche. Un questionnaire a été construit pour mieux identifier qui elles sont, ce qu'elles font ainsi que ce qui les préoccupe.

Santé et santé mentale

Concernant la thématique de la santé, différents volets ont été travaillés en 2021. Tout d'abord, le CAI s'est penché sur le fonctionnement de l'AMU pour en faciliter l'accès aux migrants en transit par l'intermédiaire des collectifs citoyens. Une interpellation auprès de la Fédération des CPAS a été réalisée afin de rediffuser au sein des différents CPAS la procédure d'accès à l'AMU. Celle-ci a été entendue et acceptée et a même abouti sur des formations des CPAS sur l'aide médicale pour les personnes étrangères plus globalement.

Ensuite, concernant la pandémie du Covid-19, le CAI a consacré une importante énergie à la construction des procédures à suivre pour l'accès à la vaccination des personnes sans-papiers ou transmigrantes. En effet, notre principal public, c'est-à-dire les personnes ayant obtenu la protection internationale par l'Etat belge, a eu accès à la vaccination comme le reste du public belge. Cependant, pour les personnes sans-papiers et transmigrantes, considérées comme illégales sur le territoire, l'accès à la vaccination, représentant un droit fondamental, était plus compliqué. Le CAI, en collaboration avec les partenaires du secteur sanitaire, a construit des solutions d'accès sur mesure pour ces publics spécifiques.

Enfin, comme chaque année, un volet complexe de la santé a été travaillé par le CAI : l'accès aux soins de santé mentale pour le public étranger. Dû aux manques de ressources allouées, le réseau des soins de santé mentale est saturé et ce, depuis plusieurs années à présent. Le CAI, en collaboration avec les partenaires, tente de construire des solutions pour répondre aux besoins des personnes étrangères en détresse psychologique. Cette réflexion est menée conjointement avec d'autres CRI, notamment le Crilux.

Accompagnement des opérateurs de terrain

Le public sans-papiers

Lors de l'année 2021, le CAI a eu l'occasion d'entamer un travail collectif dans le but de multiplier les possibilités d'actions. C'est dans ce sens qu'a été créée la coordination namuroise d'acteur de soutien aux sans-papiers, rassemblant AFICO, le CIEP-MOC, la CSC, le PAC Namur, Sireas et la Caravane pour la Paix et la Solidarité. D'autres acteurs pourraient nous rejoindre en 2022.

Voici de manière exhaustive l'ensemble des actions réalisées par le CAI ou la coordination namuroise :

- Le relais, la diffusion et la sensibilisation de la campagne « We Are Belgium Too »
- L'interview dans l'émission Terre de Culture de la RCF
- L'organisation d'une activité sur les travailleurs sans papiers dans le cadre de la journée déba(t)lade coordonnée par le CNCD 11.11.11.
- La diffusion d'information dans le cadre de la campagne de vaccination contre le covid-19 pour les personnes sans-papiers (en lien avec le Discri, le RSUN et la Fédération des Maisons médicales) ;
- Une manifestation le 21 juillet en soutien aux sans-papiers grévistes de la faim et pour réclamer des critères clairs de régularisation ;
- La participation à l'exposition « Avec tous les Sans » et de la pièce de théâtre « Il était trop de fois » dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté à Namur le 17 octobre 2021 ;
- Une séance ciné-débat autour du documentaire réalisé par la Ligue des Familles et la Voix des Sans-Papiers de Liège au sujet des familles sans-papiers ;
- Le relais, la diffusion, la sensibilisation et l'organisation de la campagne « In My Name » sur Namur.



Introduction

Cette année, le CAI s'est investi dans une mise à jour des opérateurs actifs dans le champ de l'action sociale et de l'intégration en renforçant son accompagnement aux besoins et à l'environnement dans lequel ils évoluent.

Tant pour la prolongation du financement des ILI que pour la sortie anticipée de l'appel à projet, CAI a veillé à être présent et à l'écoute des besoins et des attentes des opérateurs.

Nous avons accompagné 60 opérateurs de terrain, l'accompagnement était pédagogique, juridique, gestion et création de projet, gestion financière et comptable et enfin administratif.

Travaux et projets suivis

Séance d'information PCI

Nous avons organisé une séance d'information suite à la publication de l'appel à projets PCI en partenariat avec la Fédération Wallonie Bruxelles. 18 opérateurs ont participé à cette séance d'information. En termes de résultats, deux opérateurs de la province de Namur sont labélisés et 4 ont obtenu un financement annuel.



Perspectives 2022

Logement

Mise en œuvre d'un projet de lutte contre les discriminations au logement en partenariat avec la Ville de Namur, le CPAS et UNIA.

Séance d'information ILI

La majorité des porteurs de projets ont été reconduits pour une année suite aux demandes de renouvellement réalisées au 31 janvier 2021. Cette fin d'année 2021, nous avons organisé une séance d'information suite à la publication de l'appel à projets ILI en partenariat avec la Wallonie. 39 opérateurs ont participé.



La fin de l'année 2021 marque donc la sortie de l'appel à projet « Initiatives locales d'Intégration » (ILI) pour lequel nous avons un rôle important à jouer, à savoir :

- Recommandations à l'administration et au cabinet de la Ministre Morreale.
- Organisation de la séance d'information sur le texte de l'appel à projet le 24/11/21.
- Relectures, conseils, commentaires vis-à-vis des dossiers avant introduction. Ce troisième rôle que nous jouons s'intègre donc tout à fait dans celui d'accompagnement des opérateurs. Une énergie importante est investie par l'équipe à cet égard afin de soutenir au mieux chaque structure qui souhaite entrer dans l'appel à projet ILI.

En lien avec les collègues de autres CRI, le CAI a pris une part active dans les 9 rencontres de l'intercentres « Accompagnement des Organisations de Terrain » (AOT) où nous avons particulièrement travaillé sur les recommandations en termes de financement des ILI dans le cadre d'un changement de décret, ainsi que sur l'appel à projet ILI 2022-2023. Ce lieu est également l'opportunité de relever les problématiques rencontrées sur le terrain et ainsi mutualiser les réponses à apporter ou les interpellations à réaliser.

Nous avons revu notre stratégie de communication d'informations envers les ILI et nos partenaires pour rebondir plus rapidement sur l'actualité, mais aussi en adoptant un langage concis et clair tout en sortant du jargon sectoriel, et ce en toute transparence.

Projet Bienvenue à Namur

Il s'agit d'un projet mené en collaboration avec la Ville de Namur visant à recenser, au sein d'un document, l'ensemble des organismes nécessaires ou utiles aux différents aspects de la vie quotidienne d'une personne récemment installée en province de Namur.

Ce document sera finalisé courant de l'année 2022 et sera construit sur base des informations déjà collectées pour le projet guide du migrant.

Projet Guide du Migrant

Ce projet vise à développer un site internet « Guide du migrant », semblable à celui réalisé par notre homologue, le Crilux. Le but consiste à rassembler sur un même site internet, l'ensemble des organismes nécessaires aux différents aspects de la vie quotidienne d'une personne récemment installée en province de Namur. Les personnes étrangères, ne connaissant pas forcément les différents services existant et/ou les démarches à entreprendre lors d'une installation, nous pensons qu'il est important que ces informations soient regroupées sur un site accessible à tous.

Une importante collecte de données des opérateurs actifs dans des secteurs différents a été réalisée afin que le site soit le plus complet et utile possible. Grâce à ce projet, nous avons découvert de nouveaux opérateurs ou précisé les spécificités de certains. Ces découvertes, possibles grâce à une veille active et une volonté de mise à jour continuelle du CAI, permettent à nos accompagnateurs interculturels d'orienter de façon efficace notre public.



Partenariats dans le cadre de projets externes

Color Culture

Le Centre d'action interculturelle s'est associé au Gabs dans la mise en œuvre de leur projet interculturel en tant que partenaire à l'occasion de la journée Color Culture. Cette initiative avait pour objectif d'inviter les riverains à s'informer sur la présence des migrants en transit sur la commune Sambreville pour lever des craintes et des peurs non fondées.

D'autre part, cette initiative avait pour objet de valoriser l'hospitalité et la solidarité dont font part les jemeppoises et jemeppoises face à la réalité et aux difficultés vécues par ces personnes tout en favorisant la mixité culturelle, de genre, sociale.

Citizens for refugees

La province de Namur par le biais de son service culturel organisait une journée dédiée aux citoyens solidaires et aux réfugiés. Dans le cadre de cette activité, le CAI et le Gabs ont contribué à sa mise place. Nous avons proposé la tenue d'un stand informatif sur les causes et conséquences de l'immigration. En outre, les participants pouvaient bénéficier d'un panel d'outils informatifs et de supports qui permettaient de mieux comprendre la situation et de mieux orienter ces personnes.



Perspectives 2022

Associations issues de l'immigration

- Mettre en œuvre de la collaboration avec l'IRFAM
- Elaborer le cadastre des associations
- Encourager leur participation voire s'il y a lieu leur représentativité en tant qu'acteur dans le secteur de l'intégration et de l'interculturalité, dans la lutte contre le racisme et les discriminations ainsi que dans la coopération au développement.
- Co-construire des actions, des recommandations et des interpellations sur les freins et les obstacles

Le site namurois « Guide du migrant » sera mis en ligne dans le courant de l'année.

Interpellation

Région Wallonne

Avis sur le futur appel à projet RW

Interpellation concernant des dossiers des ILI

Soutien aux collectifs citoyens solidaires envers les migrants en transit

Le CAI est partie prenante de la coordination wallonne pour les migrants en transit dorénavant sous la coupole du DISCRI.

Des avancées ont pu être réalisées grâce au travail de la Coordination au niveau wallon mais aussi de la coordination provinciale pilotée par le CAI :

- Une orientation des collectifs vers l'offre de l'asbl Vivre ;
- La collaboration étroite avec les ONG actives sur le terrain (MSF, Croix-Rouge ...), qui sera à l'avenir intensifiée et modulée selon les particularités des communes ;
- Le lien avec le relais social, initié pendant la crise sanitaire dans le cadre de l'organisation de la vaccination du public en transit, et qui doit être pérennisé ;
- Via la coordination wallonne une collaboration constructive avec le Ministre des pouvoirs locaux et les communes concernées, même si le contact avec les communes demande à être encore intensifié : si certaines se sont montrées plus soutenantes, du chemin reste à faire avec d'autres qui se montrent nettement plus réticentes à jouer un rôle actif ;
- La collaboration avec la Plateforme citoyenne BELRefugees, qui devra continuer au-delà de la réponse d'urgence à la situation humanitaire préoccupante ;
- Une réflexion avec le TEC a été initiée rassemblant les collectifs de la province suite à quelques incidents survenus sur la ligne de bus. La réflexion a intégré Unia et doit permettre de trouver des solutions sur l'ensemble du territoire wallon ;
- Les relations avec les associations d'éducation permanente, qui doivent se consolider, afin d'offrir à la population locale les clés de compréhension et de réflexion nécessaires ;
- Le soutien apporté aux ILI, encore à amplifier, de manière à garantir aux personnes migrantes l'accès aux informations nécessaires concernant l'ensemble des droits et devoirs et les pistes possibles de solution ;
- Le rassemblement des CRI autour de la thématique via la coordination wallonne, qui a favorisé le partage d'expériences des collectifs, les échanges de bonnes pratiques, de projets et de supports.

Par ailleurs, notamment grâce au soutien wallon, une meilleure perception de cette réalité humaine difficile et de l'implication de citoyens est réelle au sein des populations locales.

Fédéral

Soutien à la campagne de régularisation des personnes sans-papiers

La situation des sans-papiers a plus particulièrement occupé de nombreuses associations comme la nôtre. Nous avons rejoint la campagne « We are Belgium too » dès la première invitation ; quelques jours plus tard, la grève de la faim des sans-papiers débutait à Bruxelles. Nous avons participé à la manifestation à Namur le 21 juillet, quelques minutes à peine avant l'annonce officielle de la grève de la faim. Après l'échec des négociations – qui n'ont actuellement pas abouti à des régularisations, nous restons toujours actifs sur la question, en rejoignant également le mouvement « In my name », fin 2021.



Soutien au secteur culturel contre les mesures de fermeture



Les difficultés rencontrées par le secteur culturel nous ont particulièrement touchés. Nous avons notamment marqué notre soutien symbolique à nos partenaires Les Grignoux à chaque fois que nous avons été invités à le faire. Nous relayons également régulièrement les séances-débat qu'ils organisent, lorsque les films et documentaires touchent nos thématiques.

Cartes blanches

Nous avons signé plusieurs cartes blanches pour marquer notre soutien au combat en faveur des droits des personnes :

- La régularisation des sans-papiers (juin) ;
- L'interdiction de la rétention d'enfants dans des centres fermés (mai) ;
- La solidarité avec le peuple afghan (septembre).



Communes

Accompagnement de la motion Commune hospitalière à Jemeppe-Sur-Sambre

Le CAI a continué à être soutenant du collectif S13 et du GABS pour prendre assise sur la motion CH et d'interpeller avec la coordination wallonne la commune de Jemeppe pour tous les publics précarisés, l'accès au logement est d'actualité, la précarité est grandissante. Revendication d'une structure.

Interpellation de la commune de Rochefort

Le CAI a accompagné le collectif « la cantine famenoise » dans l'interpellation de la commune avec la coordination wallonne qui a permis en toute fin d'année la mise à disposition d'un local pour héberger les migrants en transit de la région.

Lève-toi contre le racisme

A l'occasion du 21 mars, journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, la plateforme de lutte contre le racisme en collaboration avec le Haut Conseil des Africains de la Province de Namur a organisé sur la Place d'Armes à Namur une action décentralisée « Lève-toi contre le racisme ». La manifestation était organisée dans le cadre de l'appel lancé par la plateforme nationale 21.03 et a rassemblé environ 80 personnes (limite fixée à 100). Ce fut l'occasion de dénoncer une nouvelle fois le racisme structurel et d'écouter le Bourgmestre de Namur s'engager face à celui-ci.



Perspectives 2022

Projet Reach out

Nous assurerons une veille des intentions du secrétaire général à l'asile et à la migration concernant sa volonté de faciliter le retour volontaire des personnes migrantes bloquées et/ou en transit. Il est en effet prévu un déploiement d'antennes en région Wallonne et en particulier à Namur.

Régularisation des personnes sans-papiers

Nous suivrons de près les suites de l'initiative citoyenne lancée en 2021 pour qu'une loi avec des critères clairs concernant la régularisation des personnes sans-papiers soit débattue, construite au sein du parlement fédéral.

Migrants en transit

De nombreuses difficultés continueront d'exister malgré le soutien financier actuel. Il subsiste un manque de places criant dans plusieurs collectifs, tant pour l'accueil de jour que de nuit – des campements ont été maintenus dans les bois dans plusieurs provinces. De plus, l'encadrement des personnes migrantes en transit est parfois difficile, particulièrement pour des bénévoles qui ne sont pas formés pour faire face à des situations conflictuelles ou liées à la dégradation de la santé mentale, conséquences des conditions de vie précaires du transit.

Les questions sociojuridiques gagneraient à pouvoir être abordées avec des personnes de confiance comme le sont les bénévoles ; mais ces derniers n'ont la plupart du temps pas la formation nécessaire pour donner un conseil juridique adéquat.

Plus généralement, les collectifs font part d'un sentiment d'épuisement : des bénévoles mettent fin à leur implication et le recrutement de nouvelles énergies devient plus difficile (particulièrement dans les zones rurales).

Finalement, il arrive que les tâches logistiques et administratives liées à la gestion quotidienne se retrouvent dans les mains de quelques citoyens, parfois à bout de souffle après trois ans d'action ininterrompue.

Les besoins en ressources humaines sont criants. Les montants sollicités par les collectifs à l'occasion des deux appels à projet dépassaient de plus du double la somme initiale attribuée. Le Comité d'attribution a donc décidé par deux fois de répondre en priorité aux besoins essentiels primaires (hébergement, nourriture), laissant de côté les besoins en personnel spécialisé.

Intercentres

Comme chaque année, le CAI participe aux espaces de concertation et de co-construction entre centres régionaux d'intégration. La fréquence des réunions varie d'un intercentres à l'autre et les priorités de travail sont fonction de la thématique de l'intercentres en question. La synthèse des travaux se trouve dans le rapport d'activité du DISCRI. Liste des intercentres :

- Direction
- Coordination
- BAPA
- FLE
- Formation
- FLE
- Citoyenneté
- ISP
- AOT
- Administratif et financier

Gestion et supports

Conseil de direction

Réorganisation de la seconde ligne

Depuis quelques années, la seconde ligne, partie de l'équipe du CAI qui travaille principalement avec les professionnels du secteur de l'intégration, était répartie en deux sous-équipes : d'un côté, celles et ceux en charge de la coordination des activités d'accueil et d'intégration et de l'autre, celles et ceux qui se concentraient sur le travail de la société d'accueil (interculturalité). Or, le conseil de direction mesurait que cette séparation était artificielle et compliquait la lisibilité du travail du CAI pour l'extérieur.

Au départ de l'identification d'axes de travail communs aux 6 membres (travail en réseau, formation, veille et travail de thématiques, accompagnement d'opérateurs), nous avons pu construire une seule équipe de seconde ligne. Certaines spécificités restent attachées à certains travailleurs comme le travail autour des activités d'intégration ou encore l'interculturalité mais dans l'ensemble, cette réorganisation permet une meilleure transversalité entre eux.

Mise en place du télétravail structurel

Suite au premier confinement, le conseil de direction a pu mesurer à quel point l'équipe du CAI a su adapter ses pratiques de travail pour assurer la continuité des missions du centre. Après un sondage auprès de l'équipe sur l'expérience du télétravail, une proposition de mettre en œuvre le télétravail structurel a été soumise à l'équipe puis au CA. Depuis septembre, le CAI fonctionne donc avec la possibilité de télétravailler jusqu'à deux jours/semaine. (Evidemment en dehors des périodes de télétravail obligatoire).

Gestion des mesures sanitaires

Comme depuis le mois de mars 2020, le conseil de direction veille à appliquer toutes les mesures pour la sécurité des travailleurs ainsi que du public qui fréquente les activités du centre (que ce soit en 1ère ligne ou en 2ème ligne). Nous avons suivi les recommandations du CODECO et avons tenu les équipes informées. Cette année, le CAI a fait l'acquisition d'un micro pour permettre des réunions hybrides (présentiel et virtuel) et de détecteurs de CO2 pour vérifier la qualité de l'air.

Formations d'équipe

Initié en 2020 avec l'évaluation des besoins de l'équipe, le conseil de direction a mis en œuvre des formations sur les programmes Office liées à la bureautique. Pour une partie des travailleurs, il s'agissait de découvrir de nouvelles fonctionnalités mais pour d'autres, cela a permis d'acquérir une connaissance suffisante de programmes qu'ils n'avaient pas l'habitude d'utiliser. Suite aux départs de certains travailleurs en place depuis quelques années et l'arrivée de nouvelles recrues, le conseil de direction souhaitait former l'équipe à l'analyse et à la compréhension des enjeux qui traversent le CAI et sur lesquels il se doit d'agir pour favoriser l'accès aux droits fondamentaux. Cette formation concerne surtout la 2ème ligne même si des parties sont envisagées pour l'ensemble de l'équipe. Le conseil de direction s'est fait accompagner en 2021 pour construire cette formation.

Suivi des projets

Le conseil de direction veille à la qualité et au sens des projets. Ceux-ci doivent en effet toujours à la répondre aux visées du projet politique. Avec l'arrivée de nouvelles personnes dans l'équipe en 2021, cette garantie mobilise davantage le conseil de direction, du moins au début des projets.

Agrément économie sociale

Le CAI a obtenu un agrément en économie sociale. Cela le positionne encore plus sur un volet d'insertion socio-professionnelle pour son public.

L'agrément en tant qu'« Initiative d'économie sociale » est octroyé par la Wallonie pour soutenir la mise en place d'un projet à finalité sociale et l'insertion socio-professionnelle de travailleurs peu qualifiés par le biais d'une activité de production de biens ou de services.

L'agrément en tant qu'« Initiative d'économie sociale » nous permet notamment la mise à disposition d'art.60§7 à subvention majorée.

Communication

Introduction

Une année de plus dans laquelle le covid est venu chambouler nos pratiques professionnelles. Mesures sanitaires, adaptation des services et des activités, le CAI est resté attentif à recevoir et transmettre les informations avec minutie. Le numérique a aujourd'hui pris une place importante dans la communication et le CAI s'y adapte comme d'autres structures. Avec les différents canaux dont dispose le centre, les personnes et les professionnels peuvent être tenu informés des activités qu'il propose et de se documenter sur les enjeux liés aux thématiques de l'intégration et de l'interculturalité.

Communication institutionnelle

Participation, soutien, positionnement du CAI

Nos différents positionnements liés à l'actualité sont généralement communiqués via notre page Facebook : Droits des femmes, Droits des enfants, politique d'asile, régularisation des sans-papiers, migrants en transit, Droits des personnes LGBTQIA+, MENA, procès Mawda, suivi du procès de Cécile Djunga, soutien au secteur culturel dans les difficultés liées à la pandémie, précarité, situation humanitaire en Palestine,... Les sujets abordés et soutenus sont nombreux.

Rentrée associative

Comme chaque année, le CAI était présent lors de la rentrée associative du Caméo en octobre 2021 et nous avons assisté à la projection du documentaire Aube dorée, l'affaire de tous, d'Angélique KOUROUNIS.



Photos : Grignoux asbl

Femmes migrantes et violences

Dans le même ordre d'idées et en lien avec l'engagement du centre pour les Droits des femmes, nous avons soutenu la diffusion en Europe du film canadien Sortir de l'ombre, de Gentille M. Assih (2020 | 79 min 46 s - <https://espacemedia.onf.ca/epk/sortir-de-lombre>). Le film a en effet été mis à disposition dans nos régions (habituellement, le site canadien restreint le visionnage à son territoire) dans l'objectif de sensibiliser et d'organiser ensuite – le 16 décembre – un débat avec Vie Féminine. Le CAI s'est mobilisé pour partager l'information.



Inondations

Namur ayant été touchée par les inondations en juillet, et particulièrement le quartier de Bomel, quartier voisin du nôtre et connu pour abriter de nombreuses associations et personnes déjà en situation de précarité, le CAI s'est mobilisé pour traduire et mettre en forme et à diffuser un document reprenant les possibilités d'aide aux sinistrés à Namur préalablement traduit dans dix langues par le SeTIS Wallon.



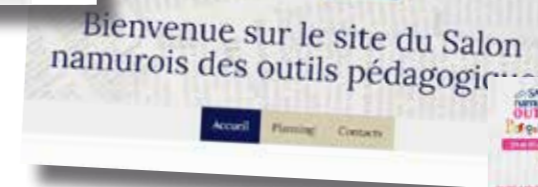
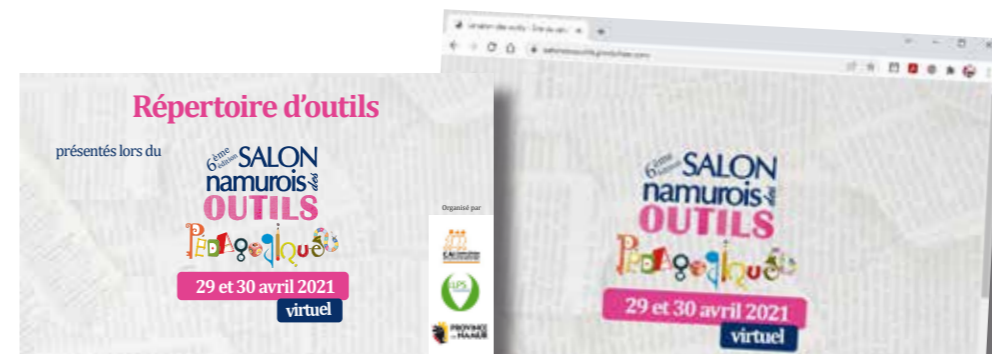
Soutien aux projets pédagogiques

Promotion et diffusion

Comme chaque année, l'équipe communication a soutenu les projets du CAI en matière de graphisme, de promotion et de stratégie de diffusion en général : formations, webinaire de la plateforme de lutte contre le racisme, Salon Namurois des outils pédagogiques, webinaire sur la systématisation d'expériences, guide sur la mobilité, CAIstiques, répertoire d'outils pour l'apprentissage du français langue étrangères,... Nous nous sommes également attachés à l'impression ou la réimpression et mise à jour de certains documents préexistants (dépliants, brochures,...) et à l'achat de matériel de promotion divers (tonnelle, mégaphone, masques,...).

Projet particulier : Salon Namurois des Outils Pédagogiques

L'organisation des activités en ligne ont quelque peu modifié nos pratiques et cela s'est particulièrement fait sentir pour la communication lors du Salon Namurois des Outils Pédagogiques, qui a eu lieu les 29 et 30 avril 2021. En effet, les animations et conférences se sont tenues sur Zoom et, faute de stands, nous avons réalisé une brochure de présentation d'outils pédagogiques. Cette réorganisation a demandé un effort tout particulier en matière de graphisme et de diffusion sur internet. Le site <https://salondesoutils.jimdofree.com/> regroupe toutes les informations.



Projet particulier : CAIstiques

Depuis trois ans, nous récoltons des données et des chiffres concernant nos publics et les synthétisons dans un document disponible sur notre site internet. Ce dossier regroupe une série de fiches qui apportent un éclairage sur des questions complexes telles que l'intégration, l'asile (la protection internationale) ou encore les migrants en transit. Les fiches peuvent être lues en continu ou utilisées comme autant de dossiers thématiques individuels pour illustrer une formation, la rédaction d'un article, un cours ou un contenu de réunions. Ce document reprend également l'ensemble des cartographies réalisées par le CAI sur :

- les ILI ;
- les acteurs en langue française ;
- les acteurs en citoyenneté ;
- les acteurs sociojuridiques ;
- les acteurs de l'interculturalité.

S'en suit alors glossaire qui revient sur des définitions et une série de liens pour aller plus loin.

Cette publication (actuelle et archives) est disponible sur <https://cainamur.be/caistiques/>



Projet particulier : répertoire d'outils pour l'alphabétisation et le français langue étrangère

Le CAI a veillé à retenir des supports, des graphismes et des contenus qui conviennent à tous les âges et présentent une opportunité pour les formateurs de construire des séquences d'apprentissage variées et adaptables autour de la langue française.

Co-construit avec la Province de Namur, nous avons pris en charge sa mise en forme graphique et le répertoire sera publié durant le premier semestre 2022.

Projet particulier : présentation de la systématisation et de l'intervision d'équipe

En 2020, nous nous étions penchés sur nos propres pratiques interculturelles à travers deux chantiers internes.

- Intervision des accompagnateurs interculturels de première ligne avec le CBAI ;
- Systématisation des expériences.

Le 28 mai 2021, nous avons organisé une séance de découverte en ligne de ces deux travaux de réflexion et d'écriture. L'objectif était de mettre en lumière les bénéfices de ce genre de démarche pour une structure ou une équipe.

Projets spécifiques à l'axe communication

Newsletter

La newsletter a pour objectif d'informer l'ensemble de nos contacts de nos activités et projets mis en place à l'intention des intervenants et des personnes étrangères ou d'origine étrangère. Elle relate aussi des différents outils, publications, événements ou actus pertinents de notre réseau. L'objectif secondaire est d'amener le public sur notre site Internet ; nous constatons d'ailleurs dans les statistiques un pic d'audience le jour de l'envoi de la newsletter.

Réseaux sociaux

· Nous avons poursuivi le développement de notre **page Facebook**. Nous comptons actuellement 1540 abonnés à notre page actuellement (décembre 2021) : <https://www.facebook.com/cainamur>
Nous dénombrons 174 publications sur l'année 2021, tous types confondus (partages, événements, photos, liens, vidéos en direct,...).

Publications suscitant le plus de réactions (par ordre chronologique) :

- Promotion du projet « Univerbal », 11 février 2021
- Manifestation pour les Droits des Femmes, 9 mars 2021
- Manifestation contre le racisme, 24 mars 2021
- Sensibilisation contre l'homophobie, 17 mai 2021
- Manifestation Free Palestine, 25 mai 2021
- Sensibilisation contre l'enfermement des enfants, 28 mai 2021
- Manifestation pour la régularisation des sans-papiers, 21 juillet 2021
- Solidarité avec les sinistrés de Bomel, 26 juillet 2021
- Publication d'informations dans 10 langues pour les sinistrés des inondations à Namur, 5 août 2021
- Visite de Saskia Bricmont au CAI, 23 septembre 2021

· La **page LinkedIn** est également toujours en ligne même si elle est peu utilisée : <https://www.linkedin.com/company/centre-d-action-interculturelle-de-la-province-de-namur>.

· Notre **chaîne YouTube** a été également alimentée et reprend actuellement les vidéos réalisées depuis 2018 : https://www.youtube.com/channel/UC081_aT-WGMuQN03sgKZe8w. En 2021, plusieurs vidéos ont été ajoutées, notamment des événements organisés en ligne (conférence avec Vincent Flibustier ou encore webinaire sur la systématisation).

Perspectives 2022

Communication institutionnelle

Nous sommes actuellement toujours dans une période de transition en termes d'organisation de l'équipe de seconde ligne et nos outils de communication seront adaptés en conséquence. Le plan stratégique de communication sera rédigé et mis en application, notamment avec l'ajout d'objectifs concernant notre « couverture médiatique ».

Communication des projets

Nous continuerons de promouvoir et mettre en image les projets développés par l'ensemble de l'équipe du CAI en veillant à la cohérence de notre nouvelle charte graphique.

Projets spécifiques à la communication

Création d'un cloud lié au site internet : Soucieux de l'environnement et de l'empreinte numérique de notre travail, nous souhaitons alléger les courriels et permettre à notre réseau de pouvoir consulter, télécharger, amender et co-écrire des documents les concernant directement. Avec le nouveau webmaster, nous avons réfléchi ensemble à un module d'envoi qui soit compatible avec notre site internet et qui augmentera le nombre de visites de celui-ci. Il faudra quelques semaines pour appréhender ce nouvel outil que nous espérons mettre en pratique durant le dernier semestre 2022.

Relations presse et médias

Afin de mettre en œuvre les lignes de l'axe stratégique, nous développerons la visibilité du CAI via les acteurs presse.

Conseiller en prévention

Instances

Plan d'action 2021

Mise en place du télétravail structurel

Le détail se trouve dans le rapport d'activité du CODIR

Analyse de risque bien-être au travail

Les risques psychosociaux sont définis dans la législation du bien-être au travail.

Cette définition est tout à fait analogue à celle d'un risque classique. L'objectif est bien que ces risques soient pris en compte dans les entreprises comme tout autre risque.

La législation sur le bien-être au travail impose une analyse de risque bien être tous les 5 ans.

La dernière analyse de risque ayant été réalisée en mars 2017, nous avons donc demandé qu'une nouvelle analyse soit effectuée en décembre 2021.

L'analyse de risque effectuée par une psychologue-conseiller en prévention externe de Mensura utilise une méthode d'analyse participative qui permet aux travailleurs de s'exprimer sur leur vision et leur vécu de

leur propre travail, surtout en cette période de télétravail obligatoire.

L'équipe a été répartie en deux groupes soit deux demi-journées, ceci afin de limiter le nombre de participants par groupe. Le CODIR a été également entendu lors d'une troisième demi-journée.

L'analyse participative permet à la ligne hiérarchique de choisir entre les propositions présentées selon leur faisabilité et de répondre aux problèmes concrets soulevés par les travailleurs.

Un rapport confidentiel est rédigé par le conseiller en prévention chargé des aspects psychosociaux et est soumis pour approbation et complément éventuel aux membres du groupe de travail. Les mesures de prévention qui peuvent être prises sont examinées avec l'organisation.

Après discussion, les résultats permettent d'élaborer des plans de prévention sur base des propositions choisies.

Le CA s'est réuni 5 fois en 2021 malgré la situation sanitaire :

Les 28 janvier, 19 avril, 25 mai, 29 septembre et 28 octobre. Les séances se sont déroulées en visioconférence.

Fonctionnement du conseil d'administration

Composition du CA

VILLES

Namur

Monsieur Olivier Gravy
Monsieur Mustafa Asik
Madame Imran Kurtulus

Sambreville

Monsieur Vincent Acquisto
Monsieur Pierre Hardy

Ciney

Monsieur Jean-Marc Gaspard

Dinant

Madame Delphine Claes

Gesves

Madame Michèle Visart

ASSOCIATIF

ALPHA 5000 : Monsieur Yoric Bridoux (trésorier)

CAL : Monsieur André Verlaine (Président)

CPPS : Madame Béatrice Bashizi

CIEP : Madame Virginie Delvaux

CINL : Monsieur Christophe Renders

CRAIG : Monsieur Jean-François Husson

Infor Jeunes Namur asbl : Monsieur Clément Finné

Mirena : Madame Sandrine Everard

Vie féminine : Madame Sophie Dubé

VOIX CONSULTATIVES

UNIA : Monsieur Michel Vanderkam

CSC : Madame Anne Leclercq

FGTB : Monsieur Laurent D'Altoe

CAI (Directrice) : Madame Benoîte Dessicy

Perspectives 2022

Evaluation du télétravail structurel

Sur base des résultats de l'évaluation, mise en place du télétravail structurel en établissant une Convention Collective de Travail.

Analyse de risque bien-être au travail

Après réception du rapport d'analyse rédigé par le conseiller en prévention – psychologue externe, le CODIR va analyser les difficultés relevées par les équipes et proposer des mesures adaptées.

Stratégie et développement

Le CA a suivi et a validé l'ensemble des modifications des axes stratégiques.

Suite à la démission de la Province de Namur au sein des instances, il a suivi la réorganisation du Bureau et du CA. Notamment l'interpellation des villes et communes de la province de Namur afin de maintenir la parité.

Il a notamment débattu et s'est positionné en matière de lutte contre le racisme au départ d'une proposition faite par un groupe de travail qu'il a créé spécifiquement sur cette question. GT « lutte contre racisme » positionnement du CAI

Il a marqué son accord pour que le CAI prenne de la visibilité par rapport à différentes actions (participation à différentes manifestations, signature de cartes blanches et de lettres ouvertes).

Projets

Dans l'ensemble, les projets du CAI ont été présentés au CA. Certains ont bénéficié d'un point d'attention particulier :

- Forem
- FSE 2022-2027
- PCI (CAI – Migrants en transit)
- Vivre ensemble : Migrants en transit
- Migrants en transit Wallonie
- Demande d'agrément en économie sociale
- Webinaire du 23 mars sur le racisme structurel, violences policières et conséquences sur la santé mentale
- SNOP 2021 – édition virtuelle
- La systématisation d'expériences du CAI et notamment le Facebook live du 28 mai « l'interculturalité, une plus-value pour l'intégration des personnes étrangères ! ».

Mandats/ interpellation politique

Démission du CAI de la Plateforme des quartiers et du Crac's.

Gestion journalière

Le bureau s'est réuni régulièrement : 07 septembre, 28 octobre, 6 décembre et 20 décembre. Il a repris les points de gestion quotidienne à son actif et la préparation des décisions du CA.

Il s'est particulièrement penché sur les ressources humaines, le télétravail et l'ancienneté des travailleurs.

Aspects financiers

Le CA a avalisé le Budget 2022.

Préparation des AG :

Deux AG se sont tenues en 2021, la première le 25 février avec la présentation du rapport d'activités 2021 et des perspectives 2022 et la deuxième le 14 juin pour une AG autour des statuts.

Perspectives 2022

Au-delà du suivi de la gestion quotidienne menée par le bureau, l'objectif du CA sera de :

- La préparation de la modification des statuts,
- L'élaboration d'un cadastre des associations,
- Suivre le dossier PCI Label, le dossier Forem et FSE 2022-2027.

Préparation de l'AG du 22 février 2021

Présentation du rapport d'activités 2021 et des perspectives 2022, l'admission / démission et changement de représentants et composition des instances.

Suivi de la mise en œuvre

- Suivi de la gestion quotidienne et des projets.
- Suivi des interpellations politiques.
- Suivi de la révision des statuts.

Préparation de l'AG du 14 juin 2022

- Comptes, bilan et budget.
- Admission/démission/changement de représentants.
- Composition des instances.
- Prolongation du mandat d'administrateur.

Participations institutionnelles

Au niveau régional

Discri

Dispositif de concertation et d'appui aux Centres Régionaux d'Intégration
Le Discri rassemble les Centres Régionaux. Les travailleurs participent aux groupes de travail (PLI, initiatives locales, FLE, citoyenneté, bilan social, dispositif des primo-arrivants, formation, coordination).
Le CAI est membre de l'AG et du CA

SeTIS wallon

Service de Traduction et d'interprétariat social en milieu social
Le C.A.I. est membre de l'assemblée générale.

CMGV

Centre de Médiation des Gens du Voyage et des Roms en Wallonie
La R.W a demandé au C.A.I. d'initier l'association devenue Asbl. Depuis, la directrice du C.A.I. est membre du CA.

Comité d'accompagnement FSE

Fond social européen
Initié par la Région wallonne rassemblant les centres régionaux.
AMIF : le C.A.I. fait partie du comité de pilotage du projet AMIF des Cri introduit par le Cric.

FESEFA

Fédération des Employeurs du Secteur de l'Education Permanente et de la Formation des Adultes asbl
Le C.A.I. est membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration.
La directrice représente les centres régionaux au conseil d'administration.

CESW

Conseil Economique et Social de Wallonie
Le C.A.I. est membre effectif au sein de la section « Intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère » de la Commission Action/Intégration sociale du CESW.

Sigles et acronymes utilisés au CAI par ordre alphabétique

Au niveau provincial

CSA

Coordination sida assuétude
Le C.A.I est membre de l'assemblée générale.

Canal C

Le C.A.I. est membre de l'assemblée générale.

CLPS

Centre local de promotion de la santé en Province de Namur
Le C.A.I. est membre de e l'assemblée générale et du conseil d'administration

IBEFE

Instances Bassin Enseignement qualifiant Formation - Emploi
Le C.A.I. participe aux réunions en tant que membre invité avec voix consultative.

Lire & Ecrire

Le C.A.I. est membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Infor Jeunes

Le C.A.I. est membre de l'assemblée générale.

Centre Culturel Régional de l'arrondissement de Namur

Le C.A.I. est membre de l'assemblée générale.

Craig

Centre de Recherche en Action publique, Intégration et Gouvernance
Le C.A.I. est membre de l'assemblée générale.

Au niveau local

Plateformes partenariales du Forem

Le C.A.I. participe à celles de Namur et Sambreville, Andenne et Dinant.

Plans de Cohésion Sociale

Le C.A.I. est membre de droit des comités d'accompagnement et participe à certains groupes de travail. (Namur, Sambreville, Andenne, Gembloux, Viroinval, Florennes, Dinant, Onhayé, Anhée, Beauraing, Couvin, Fosses-la-Ville, Hastière, Houyet, Jemeppe-Sur-Sambre, Mettet, Rochefort, Sombreffe, Somme-Leuze, Philippeville et Ciney).

Namur

Plateforme namuroise du Social de Namur

Le C.A.I. est membre du comité de pilotage pour le secteur éducation/culture/interculturel.

Alpha 5000

Le C.A.I fait partie de l'assemblée générale suite à la reprise du secteur « français pour non francophones » du C.A.I.

Relais social urbain namurois

Le C.A.I. est membre de l'assemblée générale.

New

Namur - Europe - Wallonie
Le C.A.I est membre de l'assemblée générale

Fucid

Le C.A.I. est membre de l'assemblée générale.

(dans ce rapport d'activités ou ailleurs...)

Mise à jour : 2020

A.D.A.S.	Aide aux devoirs et animation
ACRF	Action chrétienne rurale des femmes
ADDE	Association pour le Droit des Etrangers
AFICo	Animation Formation Information Coordination (asbl.)
AG	Assemblée générale
AMO	Aide en milieu ouvert
AMU	Aide médicale urgente
AMIF	Fonds Asile, Migration et Intégration
AOC	Atelier d'orientation citoyenne
APD	Aide aux personnes déplacées
APE	Aides à la promotion de l'emploi
APEF	Association paritaire pour l'emploi et la formation
APL	Aide personnalisée au logement
AS	Assistant social
ASBL	Association sans but lucratif
AVIQ	Agence pour une vie de qualité
BAPA	Bureau d'accueil des primo-arrivants
BRPP	Bail de la résidence principale du preneur
C(P)SA	Coordination (provinciale) sida assuétudes
CAI	Centre d'action interculturelle
CA	Conseil d'administration
CAIBS	Centre d'action interculturelle de la Basse Sambre
CAO	Centre d'accueil et d'orientation
CAR	Centre d'accueil pour réfugiés
Carda	Centre d'Accompagnement Rapproché pour Demandeurs d'Asile en souffrance mentale
CASIW	Cellule d'Appui pour la Solidarité Internationale Wallonne
CBAI	Centre bruxellois d'action interculturelle
Ce.R.A.I.C.	Centre régional d'action interculturelle du Centre (La Louvière)
CEB	Certificat d'études de base
CECLR	Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme
CECR	Cadre européen commun de références (niveau de langues)
CEDEM	Centre d'Etudes de l'Ethnicité et des Migrations
CEFo	Carrefour Emploi Formation
CEPAG	Centre d'Education Populaire André Genot
CESS	Certificat d'enseignement secondaire supérieur

CESEF	Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation
CGE	ChanGement pour l'Egalité
CHRV	Centre hospitalier régional du Val de Sambre
CIFoP	Centre Interuniversitaire de Formation Permanente
CINL	Centre des immigrés Namur-Luxembourg
CIRÉ	Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Étrangers
CLPS	Centre local de promotion de la santé
C.N.C.D.	Centre national de coopération au développement
CoDIS	Comité de Dialogue Interculturel Sambreillois
CPAS	Centre public d'action sociale
C.R.A.I.G.	Centre de Recherche en Action publique, Intégration et Gouvernance
CRI	Centre régional d'intégration
CRIBW	Centre régional d'intégration du Brabant Wallon
CRIC	Centre régional d'intégration de Charleroi
CRIDEP	Centre de Relations Internationales, de Développement et d'Éducation Permanente
CRIPEL	Centre régional pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère de Liège
CRVI	Centre régional de Verviers pour d'intégration
CSCIN	Centre socioculturel des immigrés de la province de Namur
CSEF	Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation
CSC	Confédération des syndicats chrétiens
CV	Curriculum vitae
D+	Discrimination positive
DA	Demandeur d'asile
DAPA	Dispositif d'accueil des primo-arrivants
DE	Demandeur d'emploi
DE CCI	Demandeur d'emploi chômeur complet indemnisé
DEI	Demandeur d'emploi indemnisé
DICS	Direction interdépartementale de la Cohésion sociale
DISCRI	Dispositif de concertation et d'appui aux Centres Régionaux d'Intégration
DISIE	Dispositif d'interventions intégrées pour l'emploi
EFT	Entreprise de formation par le travail
ENARO	European network of asylum reception organizations
ETP	Equivalent temps plein
FCPPF	Fédération des centres pluralistes de planning familial
FEI	Fonds européen d'intégration
FIC	Formation à l'intégration citoyenne
FIFF	Festival international du film francophone
FIPI	Fonds d'impulsion à la politique d'immigration
FLE	Français langue étrangère
FRB	Fondation Roi Baudouin
FRW	Fondation rurale de Wallonie
FSE	Fonds social européen
FUCID	Forum Universitaire de Cooopération Internationale et de Développement
FWB	Fédération Wallonie-Bruxelles
GABS	Groupe d'animation de la Basse-Sambre
GAI	Groupe d'action interculturelle
GERME	Groupe de recherche sur les Relations Ethniques, les Migrations et l'Egalité
GT	Groupe de travail
HENALLUX	Haute école de Namur – Liège – Luxembourg
Hors UE	Hors Union Européenne
IDEF	Institut pour le Développement de l'Enfant et de la Famille
IEPSCF	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française
IFAPME	Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises
ILA	Initiative locale d'accueil
ILDS	Initiative locale de développement social
ILFoP	Institut Libre de Formation Permanente
ILI	Initiative locale d'intégration
INAMI	Institut national d'assurance maladie-invalidité
INS	Institut national de statistiques

IRFAM	L'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations
ISP	Insertion socioprofessionnelle
ITECO	Centre de formation pour le développement et la solidarité internationale
ITN	Institut Technique de Namur
KCE	Centre fédéral d'expertise de soins santé
LDDE	Ligue des Droits de l'Enfant
MENA	Mineur étranger non accompagné
MI	Médiation interculturelle
MIN	Mentorat interculturel namurois
MJT	Maison des jeunes de Tamines
MM	Maison médicale
NEW	Namur-Europe-Wallonie
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OSIM	Organisation Solidarité Issus de la Migration
PAC	Présence et actions culturelles
PCI	Promotion de la Citoyenneté et de l'Interculturalité
PCS	Plan de cohésion sociale
PEOE	Personne étrangère ou d'origine étrangère
PF	Plateforme
PFV	Plateforme francophone du volontariat
PFCQ	Plate-forme Communale des Quartiers
PIPSa	Pédagogie interactive en promotion de la santé
PIPSISS	Portefeuille Intégré de Projets Structurants en Insertion Sociale à Sambreville
PLIC	Plan local d'intégration et de cohabitation
PMS	Psycho-médico-social
PPLI	Plan provincial et local d'intégration
PSE	Promotion de la Santé à l'Ecole
PST	Plan stratégique transversal
PSIPN	Plateforme de solidarité internationale de la province de Namur
R.I.(S)	Revenu d'intégration (sociale)
RDC	République Démocratique du Congo
RIN	Radio interculturelle namuroise
RSUN	Relais social urbain namurois
RUN	Radio universitaire namuroise
RWLP	Réseau wallon de lutte contre la pauvreté
SAJ	Service d'aide à la jeunesse
SCI	Service Civil International
SEFoP	Service d'Education et de Formation Populaire
SEM	Service entraide migrants
SeTIS	Service de traduction et d'interprétariat social
SIDD	Séance d'info «Droits et devoirs»
SIEP	Service d'Information sur les Etudes et les Professions
SIREAS	Service international de recherche, d'éducation et d'action sociale
SIS	Services d'Insertion Sociale
SMES-B	Santé mentale et exclusion sociale –Belgique
SPAS	Service provincial d'action sociale
SPW	Service public de Wallonie
SSI	Semaine de la solidarité internationale
STICS	Service pour la transformation, l'innovation et le changement social
UBO	Ultimate Beneficial Owner
UCL	Université catholique de Louvain
ULiège	Université de Liège
U	Namur Université de Namur
UVCW	Union des Villes et Communes de Wallonie
VMC	Vlaams minderheden centrum
VTC	Vivre et communiquer au travail

Equipe du CAI

Janvier 2022

Direction



Benoîte Dessicy

Equipe pédagogique



Emilie de Liamchine
Coordination pédagogique
et de projets



Emily Seleck
Communication



Bernard Forget
Coordination du
parcours d'intégration

2^{ème} ligne



Juliette Lavency
Formations



Abderrahman Akantayou
Coordination d'activités
interculturelles



Sami Pieczynski
Lutte contre le racisme et les
discriminations



Nicolas Verkens
Coordination d'activités
d'intégration



Catherine Hachez
Coordination d'activités
d'intégration



Maxime Fabry
Coordination d'activités
d'intégration



Honorine Kuete
Projet ISP-Diversité

Equipe administrative



Fabienne Debecker
Coordination administrative
et financière



Khadija Akantayou
Secrétariat de direction



Axel Decaestecker
Secrétariat général



Ghislaine De Block
Organisation d'événements



Benjamin Willame
Comptabilité



Sarah
Entretien des bâtiments,
accueil et intendance

1^{ère} ligne

Accompagnement interculturel



Souleyman
Abba



Rahmi
Gursever



Catherine
Solek



Shpetime
Beca



Armand
Nyoung



Milana
Gerikhanova



Rosette
Feza Bisimwa




Florine
Thibaux



Dawit Estifanos
Facilitateur
interculturel



Rapport d'activités 2021

Perspectives 2022 



Éditrice responsable : Benoîte Dessicy, 081 73 71 76

N° d'entreprise 0429681789 - Compte bancaire : BE10 0012 3001 8604 - RPM Tribunal de Namur - février 2022

